

BULLETIN ÉCONOMIQUE

NUMÉRO 52

1^{er} trimestre - Juin 2020



FRANCE
CHIMIE

SOMMAIRE

<u>SYNTHÈSE</u>	2
<u>ÉCONOMIE GÉNÉRALE</u>	5
<u>LA CHIMIE EN EUROPE</u>	22
<u>LA CHIMIE EN FRANCE</u>	25
✓ Production	25
✓ Chiffre d'affaires et prix de vente	30
✓ Commerce extérieur	31
✓ Statistiques	33

France Chimie

Union de Syndicats professionnels régie par la loi de 1884

Le Diamant A - 14, rue de la République - 92909 Paris La Défense Cedex

Directeur de la publication : Magali SMETS, Directrice Générale

Responsable de la rédaction : Vincent MAGES

www.francechimie.fr - Parue en 2020 - © France Chimie

Cette publication électronique est exclusivement destinée aux membres de France Chimie et à leurs adhérents. La reproduction et la diffusion sont strictement réservées à un usage interne des destinataires. Toute autre utilisation est strictement interdite. Achevée de rédiger le 24 juin 2020.

PENDANT LA CRISE SANITAIRE AU COVID-19, LA CHIMIE EN FRANCE A ALIMENTÉ LES INDUSTRIES ESSENTIELLES MAIS A SOUFFERT DE LA BAISSSE DE LA DEMANDE DE SES AUTRES DEBOUCHÉS EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL

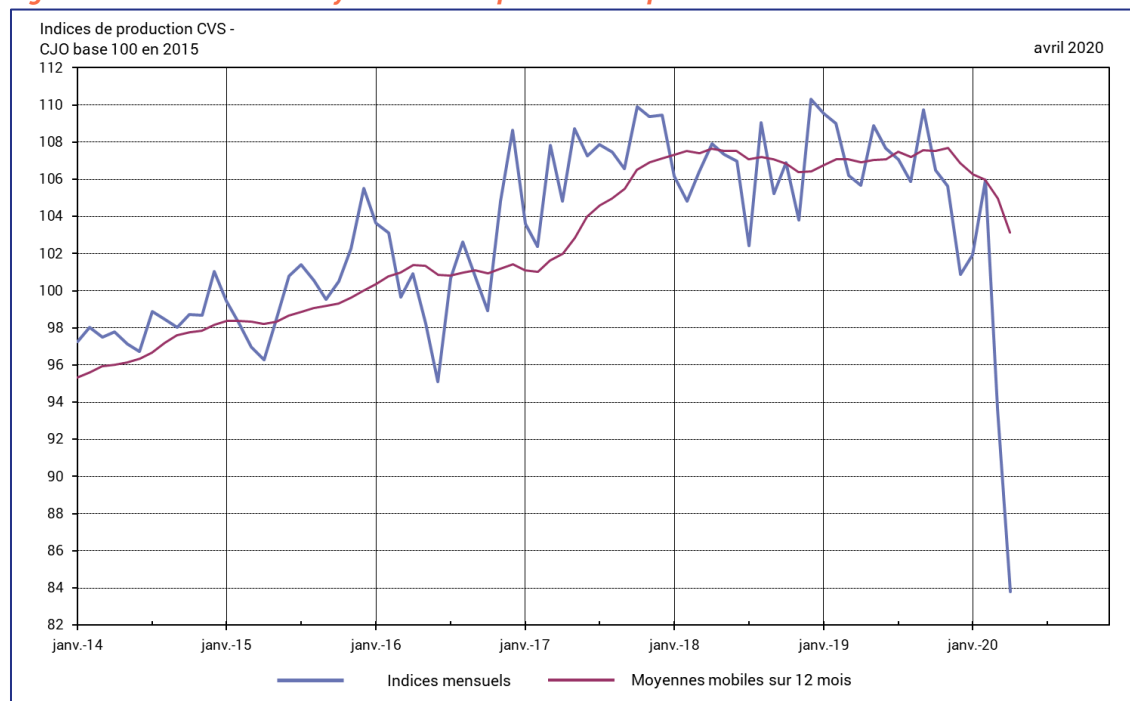
Alors que l'année 2020 démarrait sous le signe d'une amélioration conjoncturelle au niveau mondial, la déclaration de l'épidémie en Chine puis en Europe et la mise en place des mesures de confinement ont provoqué une chute brutale de la production chimique en Europe et en France à partir de mars 2020. Les volumes se sont repliés en France de -12,1 % en mars et -11,4 % en avril en variation mensuelle. En cumul à fin avril, la production de la chimie en France s'est contractée de 11,4 % par rapport à la même période de 2019, un rythme supérieur à la moyenne européenne.

Tableau de bord de l'industrie chimique en France (yc chimie fine pharmaceutique)

Evolution	1T20/4T19	1T20/1T19	4 mois 2020/2019
Production, indices de volume, CVS-CJO	-4 %	-7,9 %	-11,4 %
Exportations, en valeur	7,4 %	-4,7 %	20 Mds€ (8,3 %)
Importations, en valeur	5,8 %	-6,5 %	16,9 Mds€ (-5,2 %)
Solde, en valeur			3,1 Mds€ (4 Mds€ en 2019)

Sources : Insee, Douanes

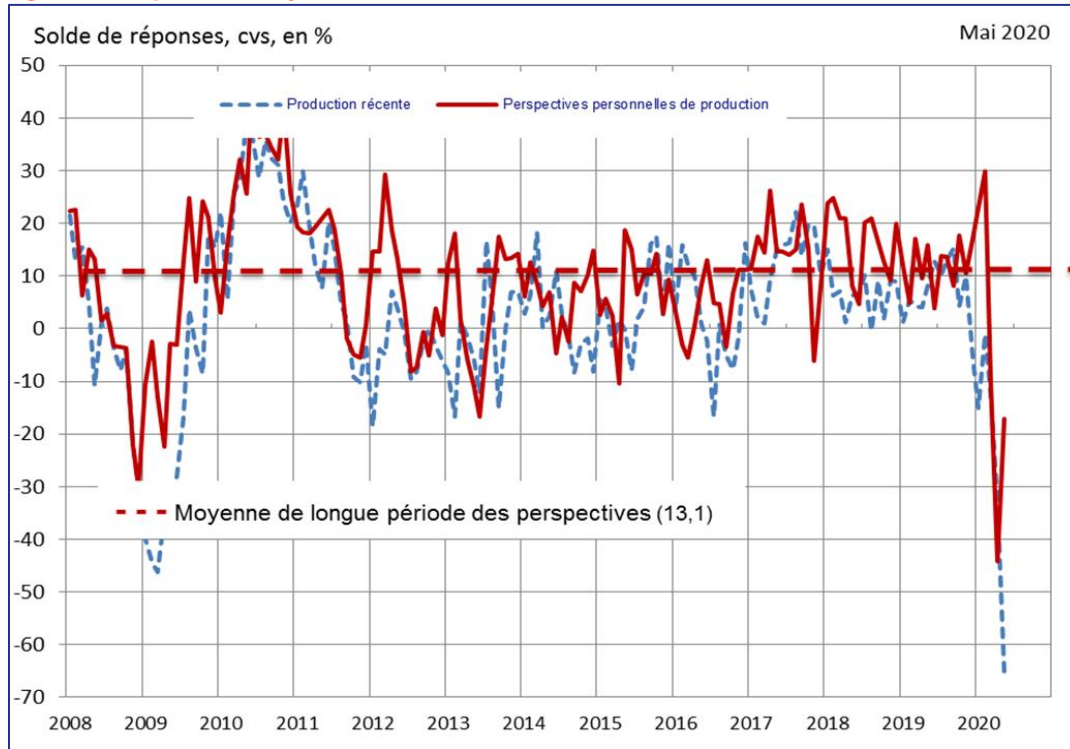
Figure 1 : Production chimie yc chimie fine pharmaceutique



Source : Insee

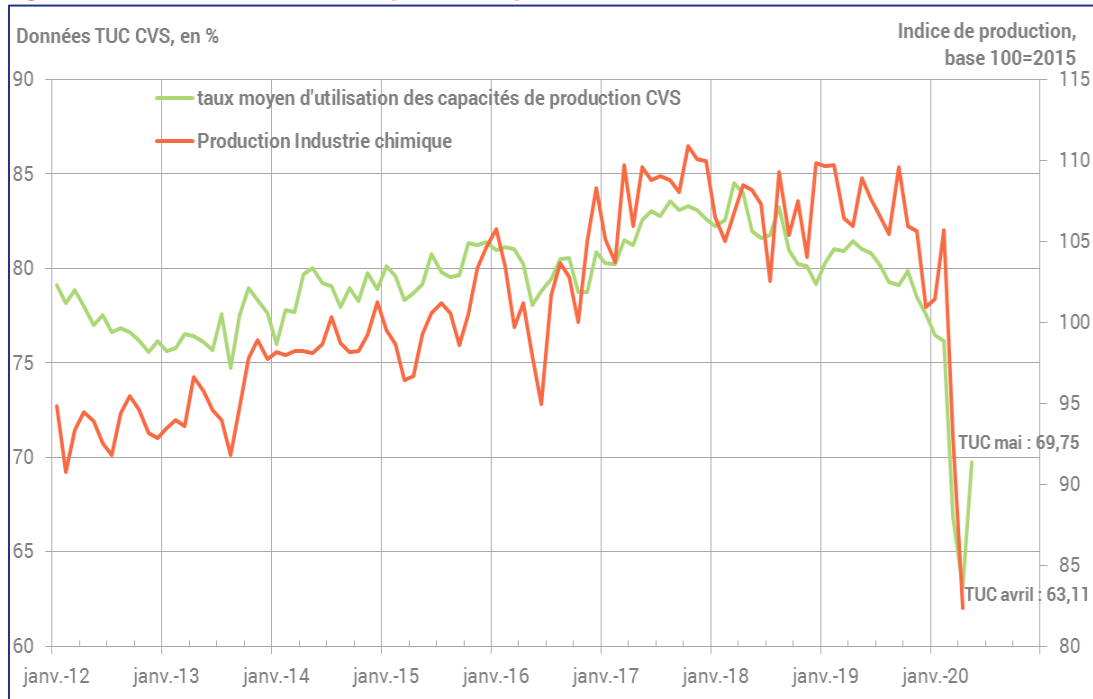
Les dernières enquêtes de conjoncture tant de l'Insee que de la Banque de France montrent un point bas en avril et une légère remontée du climat des affaires et de l'utilisation des capacités en mai et juin. Les niveaux atteints restent toutefois encore inférieurs à ceux d'avant la crise.

Figure 2 : Enquête de conjoncture dans la chimie en France



Source : Insee

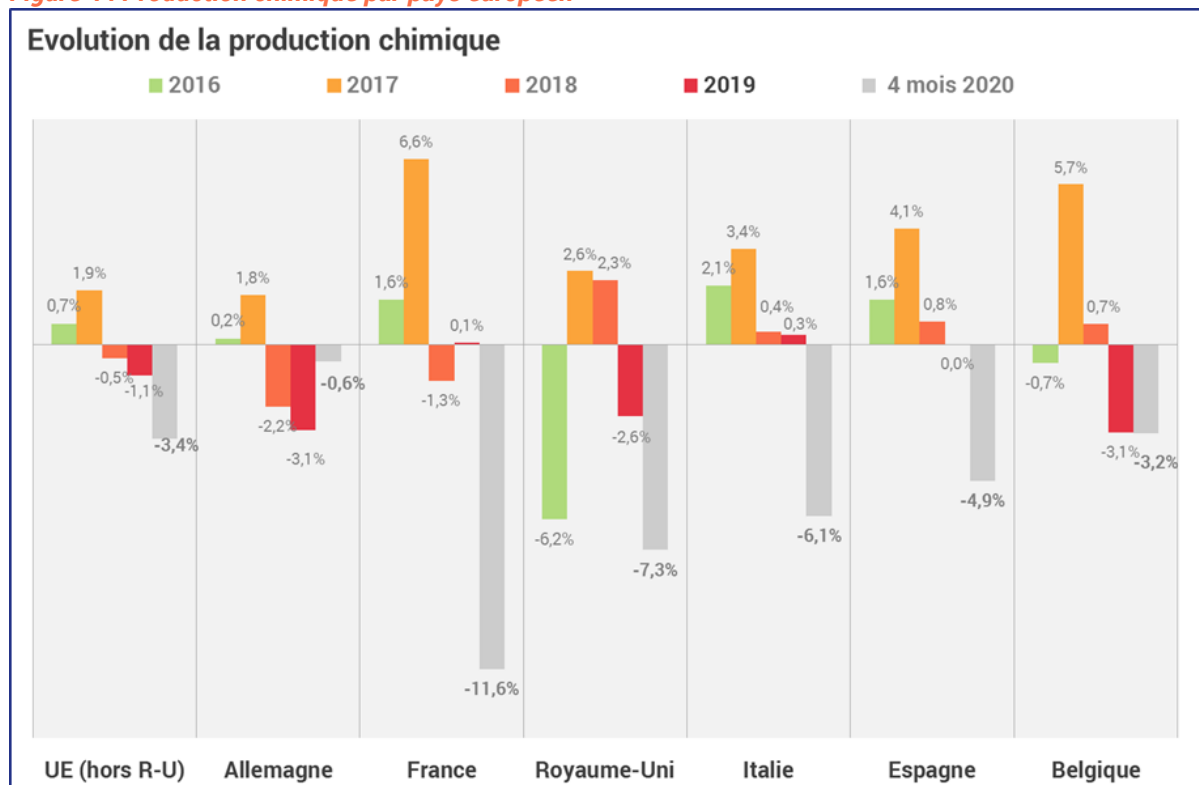
Figure 3 : Taux d'utilisation des capacités de production de la chimie en France



Source : Banque de France

La chimie en France a été davantage affectée par la crise sanitaire que ses principaux partenaires européens, plus exposée sur ses activités de parfums et produits cosmétiques à l'international.

Figure 4 : Production chimique par pays européen



Source : Eurostat, sur un périmètre chimie Nace 20

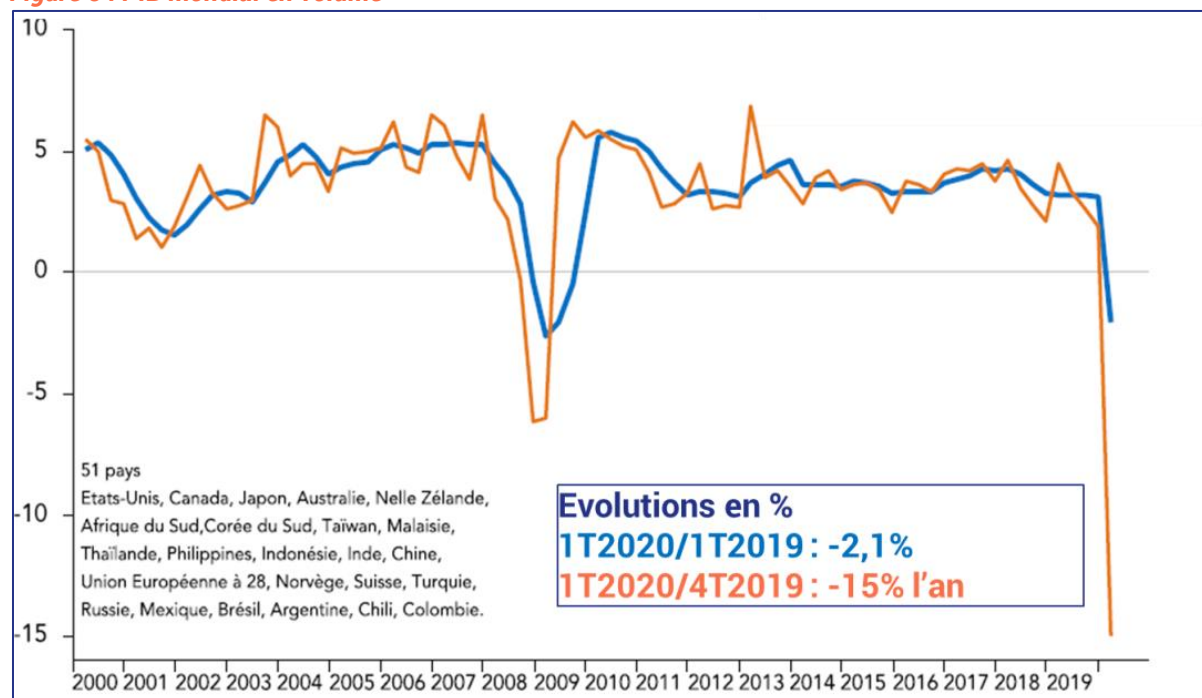
CONJONCTURE INTERNATIONALE

L'épidémie de Coronavirus (Covid-19) apparue en Chine à Wuhan fin décembre 2019 et qui s'est rapidement propagée à l'ensemble des régions du monde, a provoqué une paralysie brutale et sans précédent de l'économie et des échanges mondiaux. L'ampleur du choc a été à la hauteur des mesures de confinement prises par les différents gouvernements pour contenir la pandémie. Elles ont pesé à la fois sur l'offre et la demande domestiques avec les fermetures d'entreprises, de chantiers, de commerces et la limitation des déplacements des personnes, entraînant ainsi de fortes contractions de la production, de la consommation des ménages, des investissements et du commerce international.

L'activité des services a été plus durement touchée que l'industrie par ces mesures de confinement. Ce double impact a de fait conféré à la crise sanitaire un effet déstabilisateur inédit. Le PIB mondial s'est ainsi contracté de 15 % l'an au premier trimestre 2020 en variation trimestrielle et de 2,1 % sur un an. Ce repli très significatif pourrait l'être encore davantage au deuxième trimestre 2020 compte tenu d'un décalage dans la mise en œuvre des mesures de confinement dans les différents pays. Des reculs inédits sont ainsi attendus aux Etats-Unis et en Europe notamment, qui ne seraient que peu compensés par une reprise attendue de l'économie chinoise.

Ces prévisions sont portées par le maintien à des niveaux bas des indicateurs d'enquêtes sur le mois de mai même si quelques mouvements de stabilisation sont apparus. On s'oriente ainsi vers une forte contraction de l'activité mondiale au premier semestre 2020 et sur l'ensemble de l'année, à un point plus bas que celui observé durant la crise financière mondiale de 2008-2009 (-1,1 % en 2009).

Figure 5 : PIB mondial en volume



Source : Réxecode

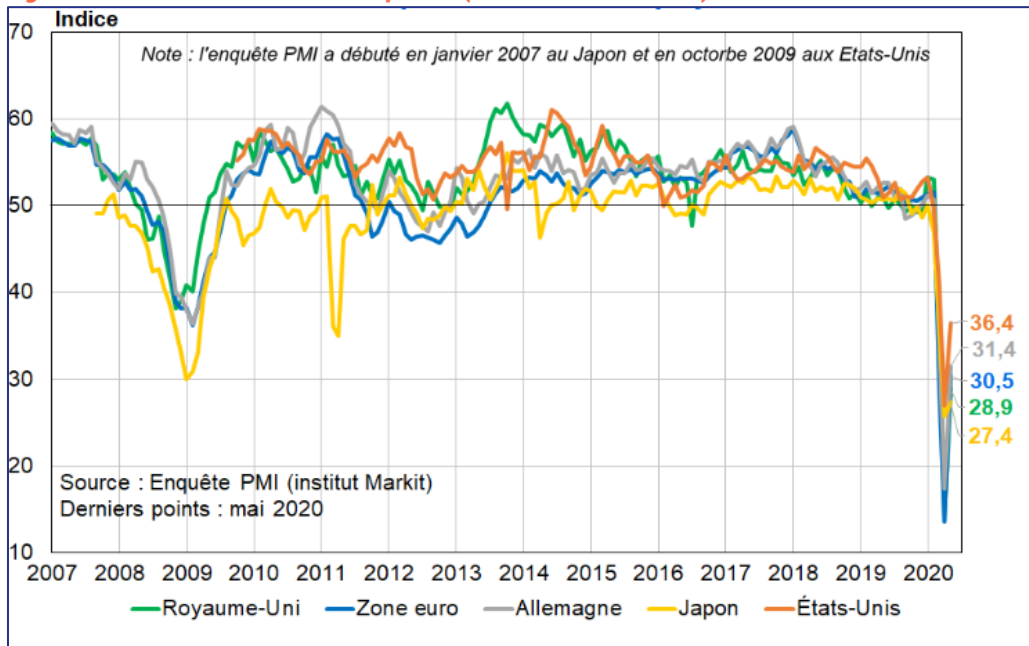
Après un mois d'avril complet de confinement, celui de mai intègre un début de l'assouplissement des mesures de restrictions dans de nombreux pays. Avec une légère hausse en mai, les dernières enquêtes suggèrent que le point bas de l'activité mondiale pourrait avoir été atteint, tout en conservant les indices dans la zone de contraction de l'activité (42,4 en mai après 39,6 en avril). Les indices relatifs à l'activité dans les services sont encore plus dégradés que dans l'industrie.

Figure 6 : Climat des affaires dans l'industrie mondiale



Source : IHS Markit, dernier mois mai 2020

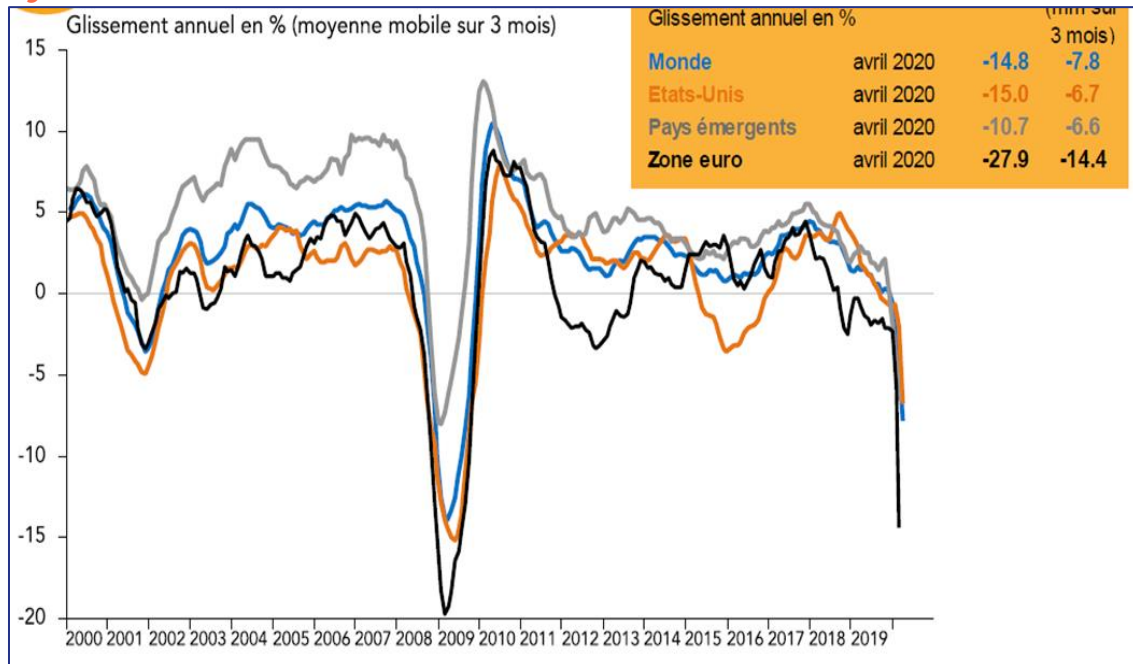
Figure 7 : Climat des affaires composite (industrie et services) dans les économies avancées



Source : DG Trésor

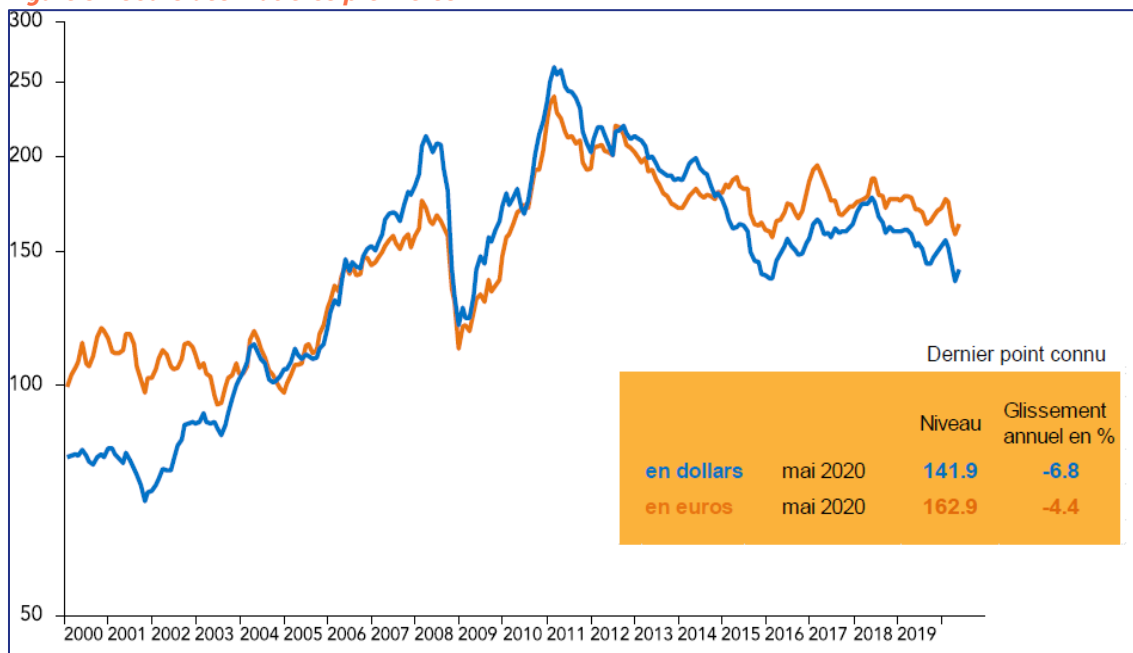
Après un premier recul au premier trimestre 2020, la production industrielle mondiale s'est à nouveau détériorée en avril enregistrant une contraction de près de -8 % en glissement annuel en moyenne mobile sur trois mois (après -3,7 % au premier trimestre) avec une nette accélération pour la zone euro (-14,4 % à fin avril après -5,6 % à fin mars en moyenne mobile).

Figure 8 : Production industrielle mondiale



Source : Réxecode

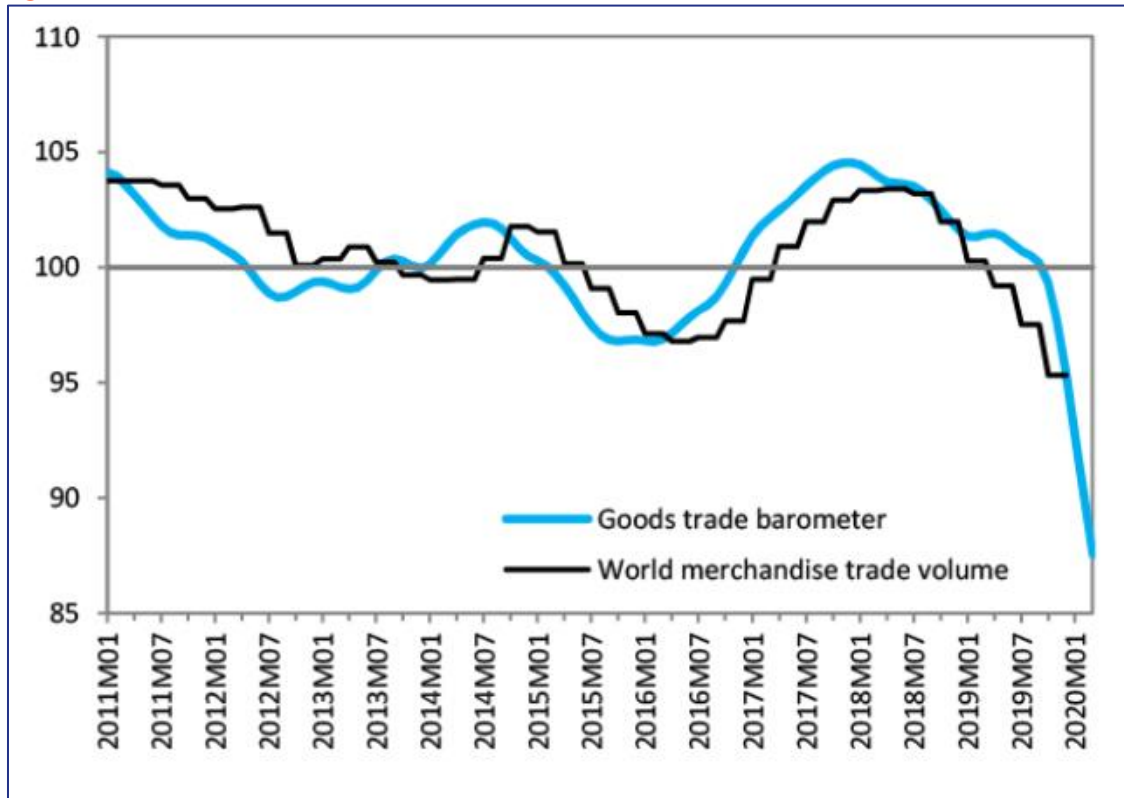
Figure 9 : Cours des matières premières



Source : Réxecode, matières premières agricoles et industrielles hors pétrole et métaux précieux

Alors que le commerce mondial de marchandises ralentissait déjà en 2019 (-0,1% en volume en 2019 par rapport à 2018), il devrait chuter au premier semestre de 2020 avec l'épidémie au Covid-19, d'après le baromètre du commerce des marchandises (indicateur avancé de l'évolution de la croissance du commerce mondial) de l'OMC. Selon les dernières statistiques de l'OMC, le volume du commerce des marchandises s'est replié de 3 % en glissement annuel au premier trimestre 2020 et les premières estimations pour le deuxième trimestre, période plus impactant des effets des mesures de confinement, anticipent un recul d'environ -18,5 % l'an.

Figure 10 : Baromètre du commerce mondial des marchandises



Source : Organisation mondiale du commerce

Des mesures de soutien ont été prises par les autorités pour faire face à la rapide détérioration attendue de l'activité. Les banques centrales ont utilisé leur marge de réduction des taux d'intérêt pour abaisser leurs taux directeurs, et certaines ont également repris les achats d'actifs.

Des opérations d'apport de liquidité et autres outils financiers ont également été mis en œuvre pour fluidifier le fonctionnement des marchés financiers. De plus, d'importants plans de relance budgétaire ont été adoptés, dirigés notamment vers les garanties des crédits et les mesures de soutien des revenus.

Arrêt brutal de la plus longue période d'expansion de l'économie américaine pour cause de Covid-19

Au premier trimestre 2020, alors que le confinement prenait effet dans la seconde quinzaine de mars, le PIB américain s'est replié de 5 % l'an en variation trimestrielle (après +2,1 % l'an au quatrième trimestre 2019), soit la plus forte baisse depuis la crise financière (-8,4 % au dernier trimestre 2008) mettant fin à une période d'expansion continue de onze années.

Cette contraction est ressortie des fortes chutes de la consommation privée (70 % du PIB) et de l'investissement. La première s'est réduite de -6,8 % l'an sur le trimestre dont -9,7 % dans les services et -16,1 % dans les biens durables. A l'inverse, elle est restée soutenue en achats de premières nécessités (produits alimentaires, médicaments). L'investissement résidentiel a également fortement augmenté sur la période (+21 %) mais en raison de la progression des mises en chantier sur les deux premiers mois de l'année.

En revanche, les investissements des entreprises ont continué de baisser (de près de -8 % l'an après -2,4 % au dernier trimestre 2019) et ce pour le quatrième trimestre consécutif avec l'arrêt de la demande en biens d'équipements, la baisse de la demande extérieure, les conséquences déjà identifiées de l'arrêt de certaines productions de Boeing et de la baisse de l'activité exploration-exploitation de pétrole.

La faiblesse des demandes domestiques et extérieure s'est traduite par des reculs tant des importations que des exportations (respectivement -15,3 % et -8,7 % en rythme annualisé), le solde des échanges extérieurs contribuant néanmoins positivement à la croissance du PIB (pour +1,3 point).

Les inscriptions record au chômage -38,6 millions de personnes en cumul de fin mars à mai, soit plus de 22 % de la population active- suggèrent une accentuation de la contraction de la consommation des ménages au deuxième trimestre où la baisse du pouvoir d'achat serait plus visible. Selon le Congrès américain, le PIB pourrait alors chuter de 12 % sur cette période.

Dans l'industrie, la production s'est à nouveau contractée en avril (-11,2 % par rapport à mars après -4,5 %), tout comme les ventes au détail (-16,4 % après -8,3 %). Le taux d'utilisation des capacités de production a plongé (72,7 % en mars), à 7 points au-dessous de sa moyenne de long terme (sur la période de 1972-2019) et à un niveau légèrement supérieur à 2009 (66,7 %).

Dans le secteur de la construction, l'activité s'est aussi dégradée avec notamment l'accélération du repli des mises en chantier (-30,2 % en avril après -18,6 % en mars).

Un fort recul du PIB en Chine et déjà un redémarrage de la production

La Chine a été le premier pays touché par la pandémie, le premier à entrer en confinement (fin janvier 2020 pour 6 à 10 semaines selon les régions) et le premier à redémarrer en mars. Le PIB du premier trimestre 2020 a ainsi reculé de -33,8 % en rythme annualisé par rapport au trimestre précédent, et de -6,8 % en glissement sur un an.

Après une nette contraction sur le premier trimestre (-14% en glissement annuel), la production industrielle a rebondi en avril (+3,9 % sur un an). Et d'autres indicateurs à haute fréquence de l'activité économique suggèrent aussi un redémarrage comme par exemple, le nombre de transactions immobilières et l'état du trafic début avril.

Mais d'autres pans de l'activité restent encore marqués par la crise sanitaire, à la vue notamment de la faible consommation de charbon (-15 % environ sur un an en avril), des ventes au détail (près de -16 % sur un an en mars), des exportations (-3,3 % en mai), des importations (-16,7 % en mai) ou encore des dépenses d'investissements (-18,8 % en glissement annuel au premier trimestre).

Toutes ces évolutions et notamment la chute des importations et des ventes au détail mettent en évidence le manque encore important de reprise de la demande sur le marché domestique, ce qui suggère dans un premier temps une reconstitution massive des stocks.

Malgré son premier cas en janvier et sa proximité géographique et commerciale avec la Chine, la Corée du Sud a réussi à contenir la première vague de l'épidémie. Un nouveau foyer a cependant éclaté mi-février dans la ville de Daegu, provoquant alors une hausse rapide du nombre de cas. Les autorités coréennes ont réagi très vite (dépistages massifs, généralisation du port du masque, traçage de la population, ...) mais sans prendre de mesures de confinement. Le recul du PIB (-5,5 % l'an au premier trimestre) est en conséquence d'une ampleur atténuée notamment par rapport à la Chine. Toutefois, le vif recul des exportations coréennes en avril n'est pas un bon signe pour la contribution du commerce extérieur à la croissance du deuxième trimestre.

Entrée en récession de l'économie japonaise

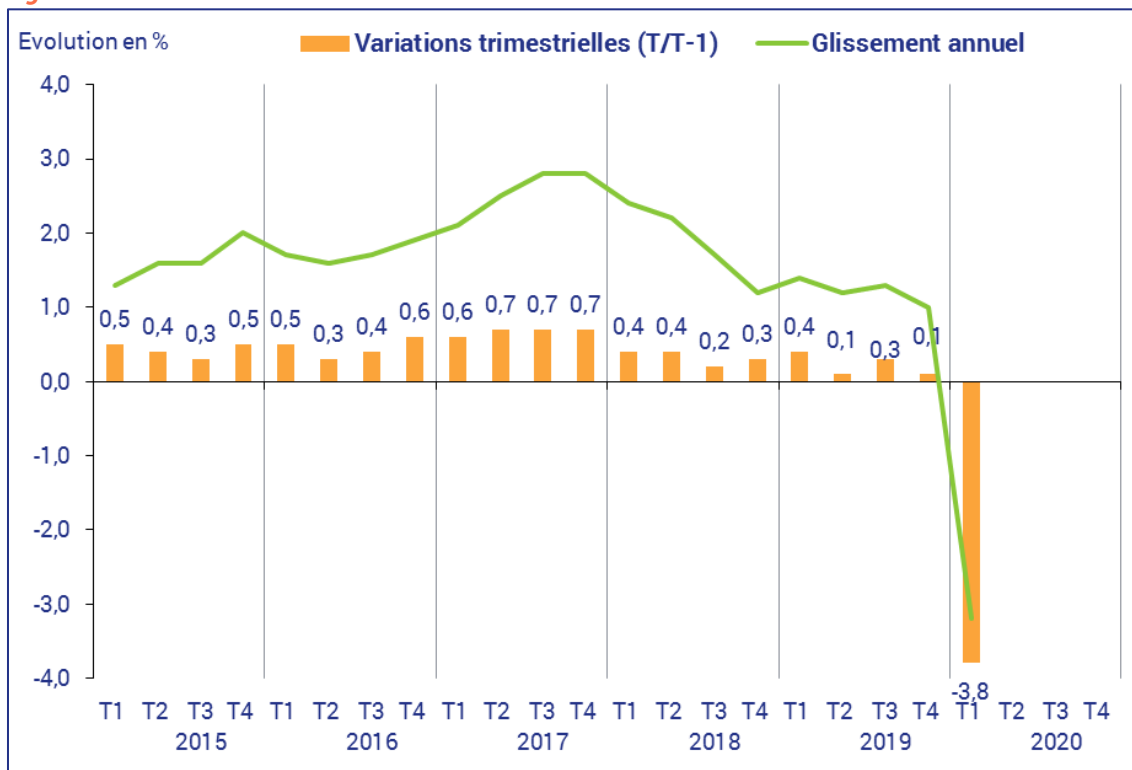
Après une première contraction au dernier trimestre 2019, le PIB du Japon a à nouveau reculé au premier trimestre 2020 (-0,9 % par rapport à la période précédente après -1,9 %). Malgré le soutien des autorités, l'économie a ressenti l'impact de ses mesures de confinement et de ses partenaires commerciaux alors qu'elle sortait d'une période marquée par les conséquences de la hausse de la taxe à la consommation et des typhons en 2019.

Coup d'arrêt de l'économie de la zone euro début 2020

Selon Eurostat, l'impact de l'épidémie et des mesures prises pour l'endiguer s'est traduit par un repli du PIB de -3,8 % au premier trimestre 2020 par rapport au trimestre précédent dans la zone euro (après +0,1 % au quatrième trimestre 2019) et de -3,3 % dans l'UE (après +0,2 %). En glissement annuel, le PIB est en-deçà de -3,2 % dans la zone euro et de -2,6 % dans l'UE.

Le recul de l'activité économique est lié en grande partie à la baisse de la demande intérieure, les contributions à la croissance du commerce extérieur et des variations des stocks restant légèrement positives.

Figure 11 : PIB de la zone euro en volume



Source : Eurostat

L'ampleur de la baisse de l'activité ne s'est pas encore transmise à l'emploi, le taux de chômage se stabilisant à 7,4 % en mars, un taux comparable à celui observé avant la crise financière. Ce relatif maintien du chômage sur le premier mois affecté par la crise tient en partie à la mise en place de dispositifs de chômage partiel dans la majorité des pays membres.

Sur le plan de la consommation privée, le niveau de confiance des ménages est descendu à un niveau très bas (-22,7 en avril contre -6,6 en février), proche des points bas historiques de mars 2009. Ce recul présuppose une forte contraction de la consommation de ces mêmes agents. A titre d'exemple, les immatriculations de voitures particulières ont chuté de 56,4 % en mars, la majorité des points de ventes automobiles ayant fermé sur la deuxième quinzaine. Les autres dépenses de services inaccessibles (restauration, transports, loisirs, tourisme et ventes au détail) ont également connu des baisses sans précédent.

En outre, la dynamique de l'investissement des entreprises s'est interrompue sur le premier trimestre 2020 (après +8 % en rythme trimestriel au quatrième trimestre 2019) du fait de la chute de la production manufacturière et des ventes. Les enquêtes de la Commission européenne d'avril font d'ailleurs apparaître des fortes baisses des carnets de commande et de la production des biens d'équipement. Les conditions de financement et les pertes de demande et de bénéfices des entreprises couplées à une forte incertitude constituent tout un contexte baissier pour les futures décisions d'investissement.

Dans une situation de besoins de liquidités d'urgence, les entreprises ont accru leurs demandes de prêts, en particulier pour le financement des stocks et du fonds de roulement quand les prêts à long terme (investissements et opérations de fusions et acquisitions) diminuaient.

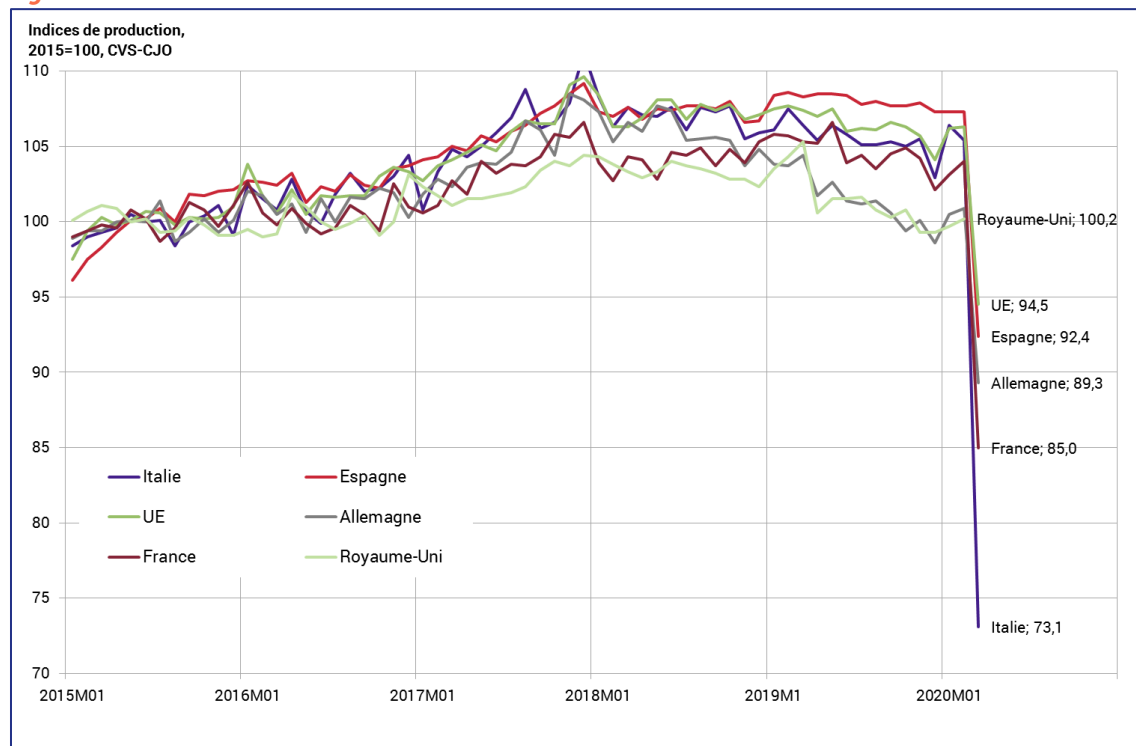
Au sein de la zone, les différences nationales de mises en place des plans de confinement et leurs modalités d'application (distanciation sociale, équipements de protection individuelle, fermetures d'activités, ...) se sont traduites par des divergences dans l'impact de la crise sur l'activité. Ainsi, les contractions du PIB ont été les plus fortes sur le premier trimestre en France (-5,8 %), en Italie (-4,7 %) et en Espagne (-5,2 %) contre une baisse de -2,2 % en Allemagne.

On retrouvera des écarts similaires dans les évolutions du secteur manufacturier, des services et de la construction.

Dans l'industrie, l'effet négatif de la pandémie a été un peu amorti sur le trimestre par les deux bons premiers mois 2020 où une reprise se profilait. Ainsi, malgré une chute de 10,4 % en mars par rapport à février, la production n'a diminué que de 3 % sur le premier trimestre 2020 (après -0,9 % au quatrième trimestre 2019).

Par pays, le repli a été le plus important en Italie où les mesures de fermetures des productions non essentielles ont débuté le 23 mars (-30,6 % en mars et -9,1 % sur le trimestre) ainsi qu'en France (-18,3 % en mars et -6,1 % sur le trimestre). L'Allemagne et l'Espagne ont été relativement moins touchées avec néanmoins des replis à deux chiffres en mars (de respectivement -11,5 % et -13,9 % en mars et de -2,5 % et -4,9 % sur le trimestre).

Figure 12 : PIB de la zone euro en volume



Source : Eurostat

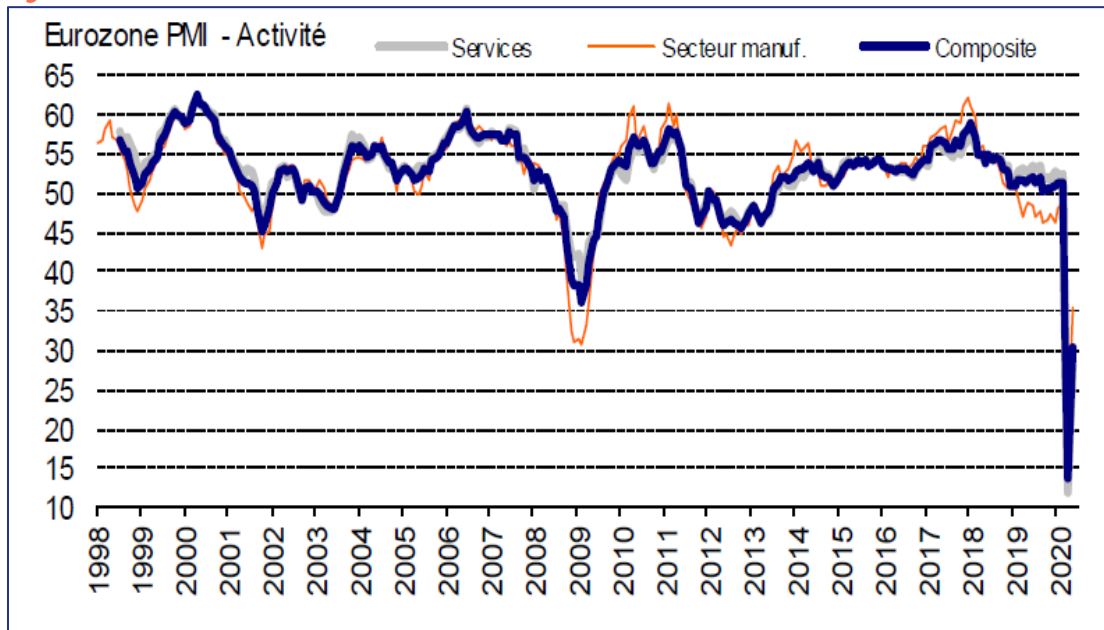
Pour le secteur de la construction, comme pour l'industrie, l'activité s'est brutalement arrêtée en mars (-12 % sur le mois) un bon début d'année aidant à limiter la contraction sur le trimestre (-2 %). En France et en Italie, les arrêts des chantiers ont été plus importants entraînant une diminution de la construction de respectivement -40,2 % et -36,2 % en mars contre une hausse de +1,8 % en Allemagne.

D'après les données d'enquêtes de conjoncture sur avril, l'indicateur du climat économique de la Commission européenne et l'indice composite des directeurs d'achat (PMI) pour la production ont tous deux enregistré leurs plus fortes baisses depuis vingt ans.

Ces contractions sont plus particulièrement marquées en avril en raison d'un mois complet des mesures d'arrêt des productions non-essentielles et de confinement de la population.

Toutefois, les premiers retours de l'enquête PMI Markit sur mai laissent entrevoir un ralentissement de la contraction quand certaines activités reprennent lentement avec la levée progressive du confinement. Cette évolution pourrait fixer le point bas de la crise en avril et annoncer une amélioration pour les mois à venir. Pour autant, le repli du PIB de la zone euro devrait être encore plus important sur le deuxième trimestre, et pour l'année, sur un rythme supérieur à celui de la dernière récession de 2009 (-4,5 % par rapport à 2008).

Figure 13 : Evolution de l'indice PMI de la zone euro



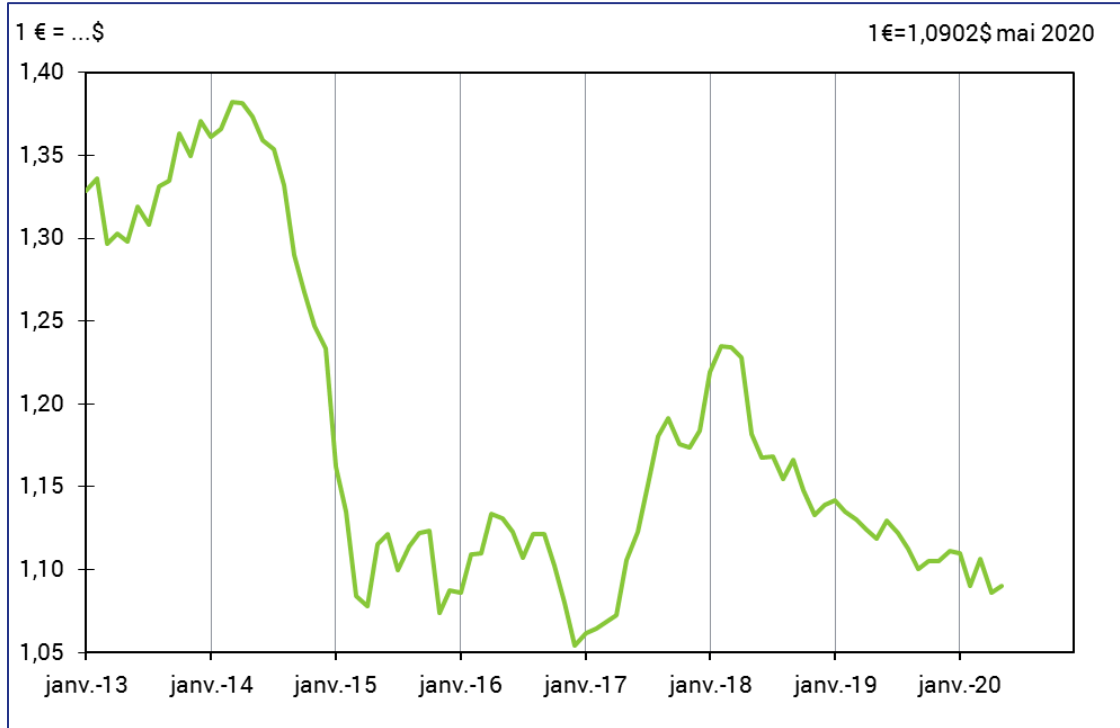
Source : IHS Markit, mai 2020

Les données disponibles pour le Royaume-Uni illustrent aussi l'incidence fortement négative de l'épidémie de coronavirus sur une économie qui était déjà en ralentissement. Alors que le confinement n'a eu qu'une empreinte d'une semaine (mise en place des mesures le 23 mars), le PIB s'est contracté de -2 % au premier trimestre (après +0 %), soit sa plus forte contraction depuis le quatrième trimestre 2008 où le PIB s'était replié de 2,1 % en variation trimestrielle.

Hormis la stagnation de l'investissement productif, les contributions à la croissance des autres composantes ont été négatives sur la période avec des replis de la consommation des ménages (-1,7 %), de la consommation publique (-2,6 %) et de l'investissement immobilier (-3 %).

Sur le trimestre, l'activité s'est repliée de 2,6 % dans la construction, de 2,1 % dans l'industrie, de 1,9 % dans les services et de 0,2 % dans l'agriculture, même si quelques sous-secteurs spécifiques (par exemple l'industrie pharmaceutique) ont dû accroître leur production pour faire face à la demande accrue. La chute des exportations (-10,8 %) supérieure à celle des importations (-5,3 %) s'est traduite par une contribution négative du commerce extérieur à la croissance (pour -1,9 point). Les baisses de la production industrielle (-1,7 % sur le trimestre) et des stocks ont aussi pesé sur l'évolution de l'activité.

Figure 14 : Cours moyen de l'euro contre le dollar



Source : Banque de France

Figure 15 : Prix du pétrole brut (Brent)



Source : Insee

Relative stabilité de l'euro face au dollar en pleine crise

Déjà orienté à la baisse au début de l'année 2020, le taux de change de l'euro a perdu près de 2 % vis-à-vis du dollar entre janvier et mai 2020, et près de 12 % depuis le dernier point haut de février 2018.

Sa volatilité s'est toutefois modérée sur les derniers mois et en moyenne à fin mai, la monnaie européenne s'est établie à 1,10 dollar (-3 % par rapport à la même période de 2019). En réponse à la crise sanitaire et pour soutenir le système financier, les banques centrales ont ramené les taux directeurs à zéro de part et d'autre de l'Atlantique, et ont renforcé l'assouplissement de leur politique monétaire.

Ces réactions presque simultanées n'ont donc pas impacté significativement l'évolution du taux de change euro/dollar. Par contre, la récession attendue en 2020 pourrait être supérieure en zone euro à celle aux Etats-Unis et laisse supposer un prolongement de la dépréciation de l'euro.

Chute historique des cours du pétrole par manque de demande

En avril 2020, le prix moyen du baril de pétrole brut de la mer du Nord (Brent) a atteint à près de 17 € (18,5 \$) son plus bas niveau depuis plus de 20 ans. Il s'est effondré de 70,5 % en euro (-71 % en dollar) depuis le début de l'année et de 33 % en euro (-35 % en dollar) en moyenne annuelle. Ces chutes s'expliquent par la baisse nette et brutale de la demande sur un marché surabondant.

D'un côté, les mesures de confinement prises dans la majorité des pays pour endiguer la propagation de l'épidémie au coronavirus a stoppé net la mobilité des personnes et aussi les activités de transport.

Dans ce contexte, les stocks ont aussi fortement augmenté. Ce n'est qu'à partir de la mi-avril, que les pays de l'OPEP+ et surtout la Russie et l'Arabie saoudite, ont décidé de réduire leur production. Les deux grands producteurs restaient en effet fermes sur leur niveau de production malgré la chute du prix se disputant des parts de marché.

En parallèle, le manque de capacités de stockage en Amérique du Nord a accentué les pressions à la baisse sur les prix du pétrole. De façon inédite, les producteurs ont même dû laisser leur production à des prix négatifs pour éviter de fermer des puits. La référence de prix de pétrole américain (WTI) est entrée en zone négative (-37,6 dollars par baril fin avril), le prix spot du Brent diminuant moins fortement en zone positive.

Le choc négatif de la crise sanitaire sur les marchés de l'énergie est donc sans précédent. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) s'attend d'ailleurs pour 2020 à une chute de la consommation mondiale d'énergie (pétrole, charbon, gaz, électricité...) de 6 % dont -9,3 % pour le pétrole, soit un rythme jamais atteint depuis la Seconde Guerre mondiale et sept fois plus important qu'en 2009.

CONJONCTURE FRANÇAISE

Forte contraction de l'économie française au premier trimestre 2020

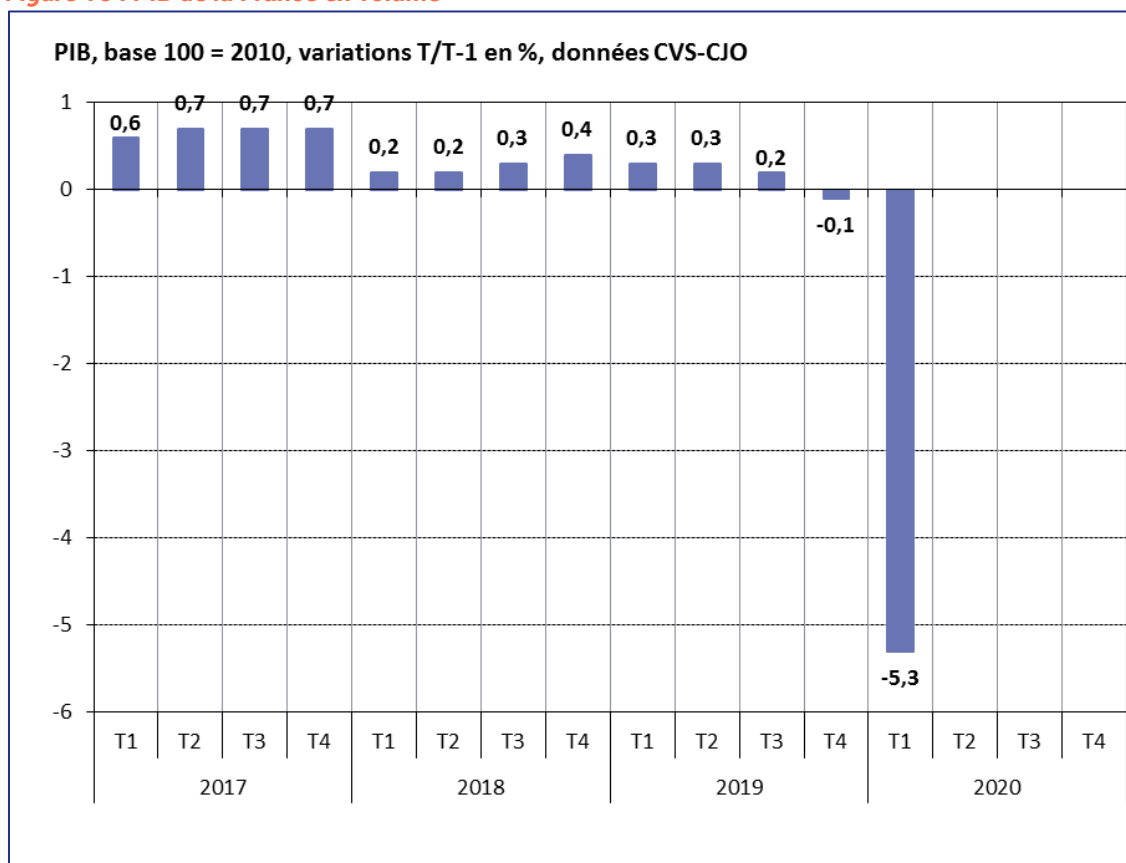
Sur les trois premiers mois de l'année 2020, le PIB de la France a accusé une baisse significative de -5,3 % en volume par rapport au trimestre précédent, le rythme le plus élevé depuis le début de la série en 1949. Elle est la conséquence de la mise en place du confinement dès la mi-mars qui a entraîné les fermetures des commerces et l'arrêt des activités industrielles et des chantiers dans la construction.

Les postes les plus affectés sur la période ont été les dépenses totales d'investissement qui ont enregistré un repli de 10,5 %, suivies de la consommation des ménages en chute de 5,6 %. L'investissement a en particulier fortement diminué dans l'industrie (-13,9 % sur le trimestre) et la construction (-13,8 %). La demande intérieure en diminution a en conséquence contribué négativement à la croissance (-6 points de croissance du PIB).

Le commerce extérieur a pour sa part limité la contraction, apportant seulement -0,3 point à la variation du PIB. Il a surtout enregistré une nette baisse des exportations (-6,1 % sur la période après -0,4 %) contre un repli moins marqué des importations (-5,7 % après -0,7 %).

Enfin, après le déstockage opéré en fin d'année 2019 et la remontée de la production sur janvier et février 2020, la chute brutale de la demande en mars a entraîné un mouvement de reconstitution des stocks qui ont contribué à la croissance (+0,6 point après -0,5 point au dernier trimestre 2019).

Figure 16 : PIB de la France en volume



Source : Insee

Même si la baisse du premier trimestre 2020 dépasse le précédent record du deuxième trimestre 1968 (-5,3 % en variation trimestrielle), elle risque d'être encore plus forte au deuxième trimestre 2020. Celui-ci comptera en effet un mois et demi complet de confinement et un début de sortie très progressif et partiel des mesures de restrictions.

Selon, la Banque de France, le PIB pourrait ainsi reculer d'un peu plus de 15 % au deuxième trimestre 2020 par rapport au premier trimestre quand l'Insee prévoit pour sa part une chute de 20 %. Dans son troisième projet de loi de finances rectificative (PLFR3), le gouvernement s'attend à la persistance d'un niveau d'activité fortement dégradé au second semestre et retient une baisse du PIB de 11 % sur 2020 proche de la prévision de la Banque de France (-10,3 %).

Consommation des ménages fortement marquée par le confinement

Adoptant les mesures mises en place pour enrayer la pandémie, les ménages ont brusquement réduit leurs achats les dirigeant vers les dépenses essentielles (alimentation, santé, énergie).

En conséquence, la consommation de biens fabriqués a diminué de -42,3 % en mars par rapport au mois précédent avec des plonges de -60,4 % en matériels de transports (voitures neuves ou d'occasion), de -31,2 % pour les équipements du logement (équipements électroménagers, ameublement, ...) ou encore de -54 % pour l'habillement. Les dépenses en énergie ont aussi baissé (-11,4 %) en raison de l'arrêt de la consommation de carburants.

Seule la consommation alimentaire a augmenté (+7,8 %) avec une accélération en début de confinement. Dans le commerce alimentaire, les ventes ont augmenté de 38 % la première semaine de confinement par rapport à la même période de 2019, puis de 40 % suite à des comportements de stockage des consommateurs. Les évolutions sur les semaines suivantes ont été de l'ordre de 8 à 10 %, des taux élevés traduisant le basculement de la restauration au strict domicile du particulier.

Au total, la consommation des ménages du premier trimestre s'est contractée de -7,3 % par rapport au dernier trimestre 2019.

Par ailleurs, selon les statistiques de la Banque de France, les dépôts bancaires totaux des ménages dont ceux sur des placements d'épargne rémunérée ont fortement augmenté en mars, augmentant de près de 20 milliards d'euros en mars, contre une moyenne mensuelle de l'ordre de 6 milliards d'euros sur les trois années précédentes. Cette épargne a atteint 55 milliards d'euros à l'issue des huit semaines de confinement et est le corollaire de la baisse de la consommation et de la perte de confiance des ménages dans leur situation économique. En même temps, la progression des crédits des particuliers a marqué une pause.

La dernière enquête de l'Insee du mois de mai 2020 sur la confiance des ménages confirme d'ailleurs la diminution de leur sentiment même si elle est moins marquée qu'en avril (en retrait de 2 points après -8 points). Les soldes d'opinion des ménages sont dégradés dont la perception sur l'évolution du niveau de vie ou encore de l'évolution du chômage, mais celui sur l'opportunité de faire des achats importants remonte nettement.

Net repli des échanges commerciaux dans le contexte de Covid-19

Sur le premier trimestre 2020, alors que la crise sanitaire avait démarré en Chine et dans d'autres pays tiers et que la France démarrait sa période de confinement mi-mars, les échanges commerciaux de la France se sont fortement contractés : -7,3 % en valeur pour les exportations (après +0,4 % au trimestre précédent) et -6,2 % pour les importations (après -1 %). En résultante, le déficit commercial s'est creusé de 0,5 milliard d'euros par rapport au trimestre précédent, à -14,3 milliards.

La contraction des exportations a reposé en grande partie sur les mauvaises performances des ventes de produits aéronautiques (-25,9 % au premier trimestre) et de l'automobile (-13,2 %). L'aéronautique et l'automobile ont subi le contrecoup de livraisons élevées sur le trimestre précédent ainsi que l'effet de l'effondrement des ventes au mois de mars.

D'autres produits manufacturés ont connu des reports de livraisons en mars et seules les exportations de produits pharmaceutiques et de produits agricoles ont affiché des hausses substantielles, de respectivement +13,3 % et +5 % au premier trimestre.

A l'importation, la pharmacie a aussi connu une forte hausse des flux (+ 12,7 %) pour répondre à la demande accrue des services de santé. Pour tous les autres produits, la diminution des montants importés en période de confinement est importante, notamment en produits automobiles (-12,4 %) et de textile-habillement (-13 %). Une exception toutefois est revenue comme au trimestre précédent avec la hausse des approvisionnements en produits pétroliers raffinés (+11 % après +6,9 % au trimestre précédent) pour compenser la baisse de l'activité du raffinage en France.

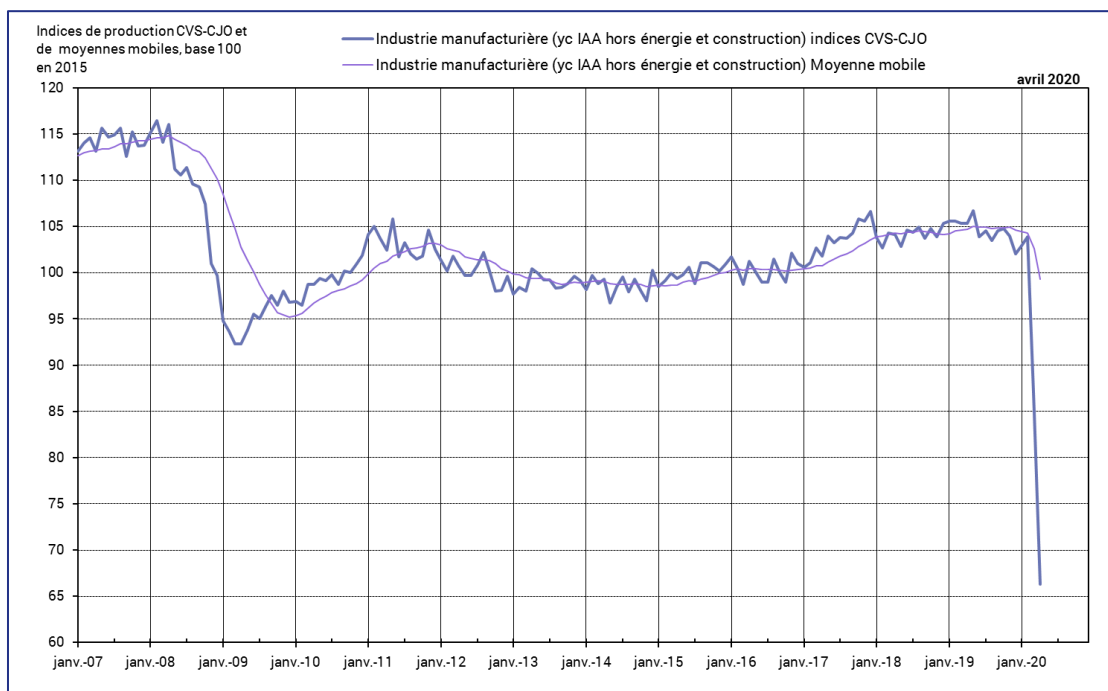
Par zone géographique, les soldes ont pu s'améliorer avec l'Union européenne mais se sont dégradés avec les pays d'Amérique et d'Asie sous l'effet de la chute des livraisons aéronautiques et d'une poussée des importations.

Effondrement de la production manufacturière et de la construction

Après un regain d'activité sur les deux premiers mois de l'année, la production manufacturière a décroché en mars puis en avril (de respectivement -18,3 % et -21,9 % par rapport aux mois précédents). Sur le premier trimestre 2020, la contraction est ainsi ressortie à -6,2 % par rapport au quatrième trimestre 2019 et à près de -8 % en variation annuelle. Sur les quatre premiers mois de l'année, les volumes sont inférieurs de plus de 15 % par rapport à la même période de 2019. L'ampleur de l'arrêt de l'activité estimé par l'Insee pendant les semaines de confinements est confirmée par les premières données réelles de production, en sachant que les pertes d'activité avaient été plus fortes en pleine période de confinement. En effet, sur mars (deux semaines de confinement), la baisse a été de l'ordre de -40% par rapport à une situation normale et est passée à -38% sur avril, mois complet de confinement, l'activité ne repartant que très doucement dans un nombre restreint de secteurs au cours du confinement.

L'industrie a été confrontée à une baisse de la demande nationale et internationale brutale et sans précédent et a dû faire face à des difficultés d'approvisionnements et d'indisponibilité de sa main-d'œuvre. Une forte disparité de situations est apparue entre les activités jugées essentielles notamment pour l'alimentation et la santé, et les industries non prioritaires et ne pouvant pour certaines assurer la mise en place des mesures sanitaires.

Figure 17 : Production industrie manufacturière



Source : Insee

Parmi les industries les moins touchées, l'industrie agroalimentaire a répondu à une demande plus soutenue visant à satisfaire la restauration à domicile et compensant partiellement les replis de la demande des entreprises, des restaurants et autres services de restauration hors foyers.

Après avoir nettement progressé en mars, la production dans la pharmacie s'est repliée en avril (-18,7% après +20,8%) mais elle se maintient en moyenne en croissance par rapport à 2019.

Pour la majorité des branches industrielles, les volumes sont descendus à des niveaux très bas, proches de zéro, suite aux fermetures d'usines en début de confinement et à la chute de la demande. Dans les matériels de transports, l'automobile a été particulièrement impactée avec un recul de la production de 88 % en avril par rapport à mars, touchant tous ses secteurs en amont (métallurgie, produits métalliques, électroniques, en plastique et chimiques). La chimie ou encore le papier-carton ont toutefois pu, une fois mises en place les mesures sanitaires, poursuivre leurs activités pour répondre notamment à une accélération de la demande des activités essentielles (santé, hygiène, agroalimentaire, énergie...).

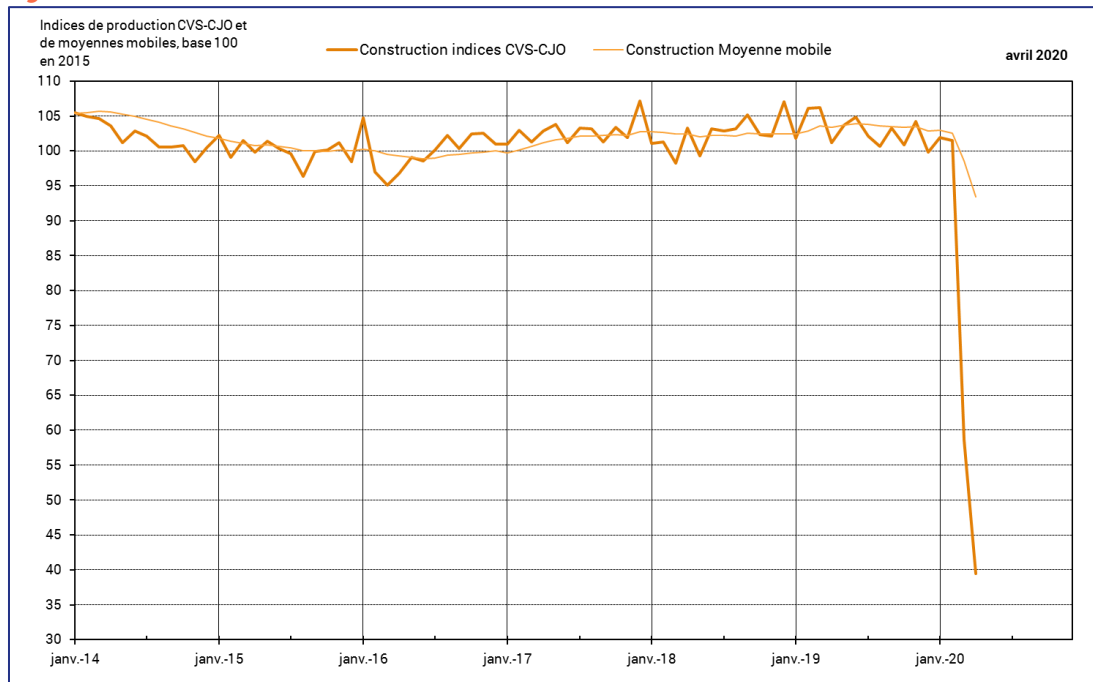
Le secteur de la construction qui a lui aussi affiché un fort recul de son activité a été confronté aux difficultés d'appliquer les mesures sanitaires, ce qui a entraîné l'arrêt de nombreux chantiers en mars et en avril.

Tableau 1 : Evolution de la production de l'industrie et de la construction en France

Indices CVS-CJO, base 100 en 2015, évolution	Mars 2020/ Fév.2020	Avril 2020/ Mars 2020	1T2020/ 4T2019	1T2020/ 1T2019	4 mois 2020/ 4 mois 2019
Industries agricoles et alimentaires	-3,8%	-6,2%	-0,7%	-1,2%	-3,5%
Cokéfaction et raffinage	-30,5%	9,0%	-14,4%	-40,4%	-42,2%
Produits électroniques et équipements électriques	-21,0%	-24,6%	-5,5%	-9,3%	-18,2%
Matériels de transport	-35,0%	-47,5%	-14,2%	-17,4%	-29,4%
dont industrie automobile	-45,0%	-88,0%	-16,9%	-24,9%	-41,7%
Autres produits industriels	-17,7%	-22,3%	-5,9%	-6,3%	-13,7%
dont bois, papier et imprimerie	-12,3%	-11,4%	-5,4%	-6,8%	-13,0%
dont chimie	-12,3%	-11,4%	-4,1%	-8,0%	-11,6%
dont pharmacie	20,8%	-18,7%	4,2%	13,0%	9,7%
dont caoutchouc, plastiques et minéraux non métalliques	-33,0%	-32,0%	-8,0%	-11,1%	-21,4%
dont métallurgie et produits métalliques	-30,1%	-29,7%	-10,7%	-14,1%	-23,7%
INDUSTRIE MANUFACTURIERE	-18,3%	-21,9%	-6,2%	-7,9%	-15,2%
Industries extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	-3,8%	-11,2%	-2,3%	-3,9%	-7,5%
INDUSTRIE	-16,2%	-20,1%	-5,6%	-7,3%	-14,1%
CONSTRUCTION	-42,2%	-32,7%	-14,1%	-16,6%	-27,4%

Source : Insee

Figure 18 : Production de la construction

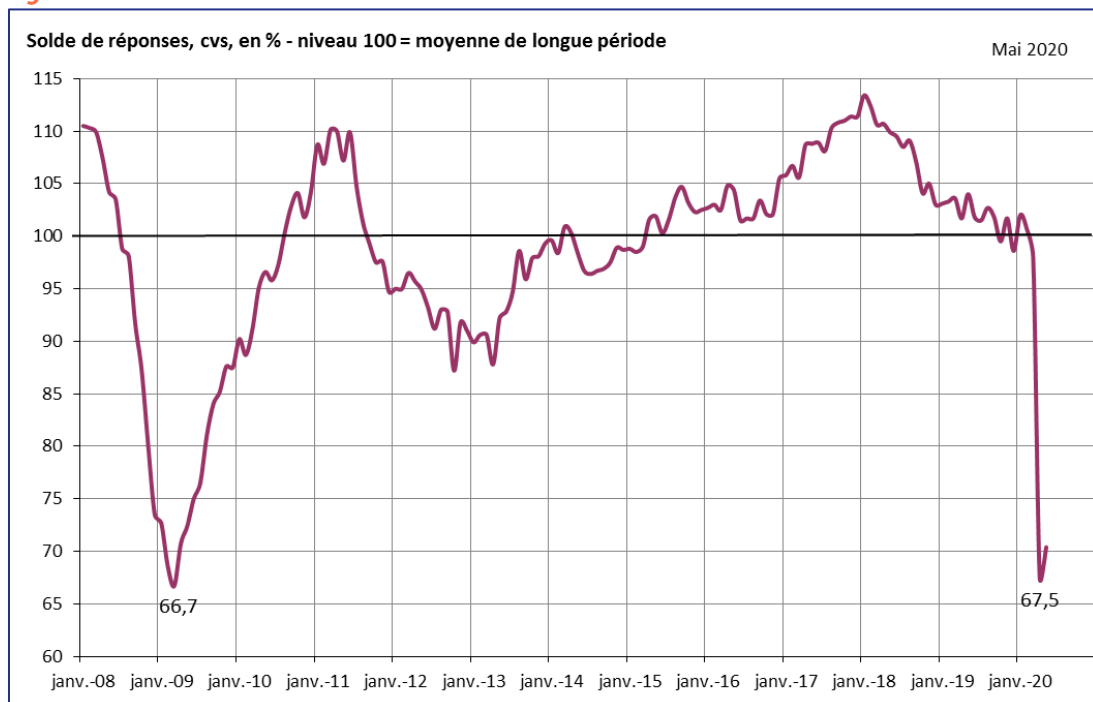


Source : Insee

Sur la base des données d'enquête disponibles sur mai, un point bas a été atteint en avril. Selon l'Insee, après une forte chute en avril (-69), le solde d'opinion des industriels sur leurs perspectives personnelles de production pour les trois prochains mois s'est redressé en mai (-12).

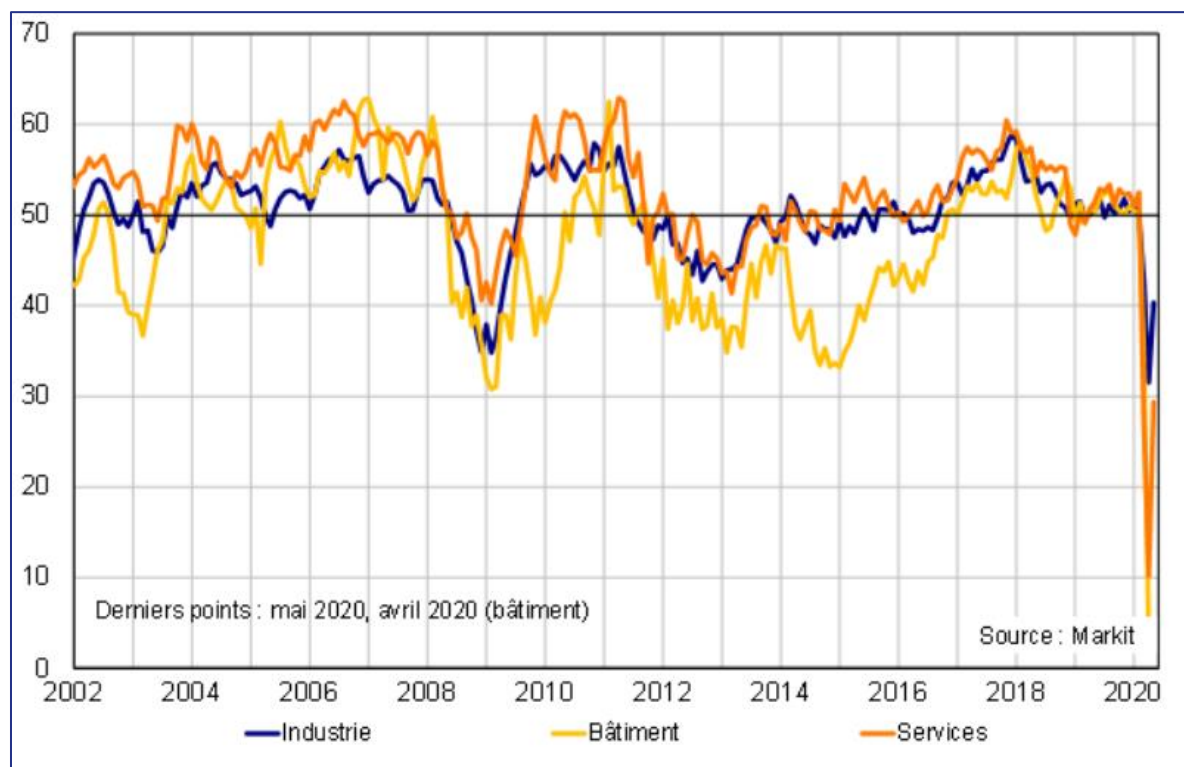
Les éléments des enquêtes auprès des directeurs d'achats d'IHS Markit sont également moins dégradés en mai tout en restant à des bas niveaux synonymes de contraction de l'activité. D'après Markit, malgré un redémarrage dans certaines entreprises, le niveau de production global du secteur manufacturier reste très détérioré en raison d'un environnement encore marqué par des incertitudes sur la levée des mesures de confinement et sur un risque d'une deuxième vague de contamination.

Figure 19 : Climat des affaires dans l'industrie manufacturière



Source : Insee

Figure 20 : Indice composite PMI Markit



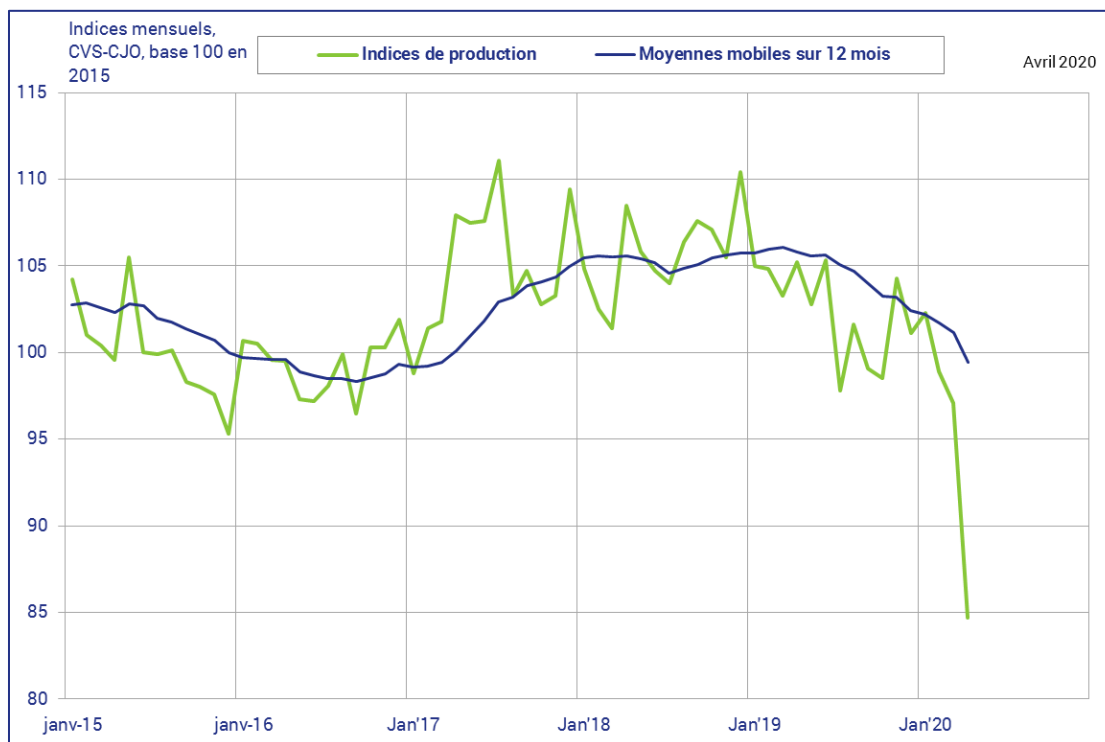
Source : IHS Markit

L'INDUSTRIE CHIMIQUE EN EUROPE

Les dernières données publiées par Eurostat sur avril et celles révisées pour mars ont confirmé le décrochage de la production chimique européenne pendant la période de confinement. Les volumes ont chuté successivement de 3,4 % en mars et de 8,6 % en avril en variations mensuelles. En cumul à fin avril, la production chimique est désormais inférieure de 3,4 % à son niveau de la même période de 2019.

Le choc de demande et de production sur le marché intérieur et le coup de frein des échanges internationaux ont dégradé l'activité chimique en Europe.

Figure 21 : Production chimique en Europe



Source : Eurostat

La demande en produits chimiques de ses principales industries clientes a diminué de façon spectaculaire en raison des réductions de production, en particulier la construction automobile, les produits de base, les biens d'équipement et la construction.

En parallèle, la chimie comme les autres industries manufacturières ont eu à faire face à des difficultés dans leurs chaînes d'approvisionnements, à un manque de personnel, à la mise en place des mesures sanitaires, aux perturbations de transports et logistiques... Tous les secteurs de la chimie n'ont cependant pas ressenti la crise avec la même intensité. Ceux tournés vers la santé (produits pharmaceutiques), l'alimentation (matériaux d'emballage, chaîne du froid) et l'hygiène (désinfectants, gels hydro-alcoolique, ...) ont en effet répondu à une demande accrue pour répondre aux besoins urgents et vitaux, modérant l'effondrement global des autres secteurs clients.

Tableau 2: Evolution de la production de l'industrie et de la construction en Europe

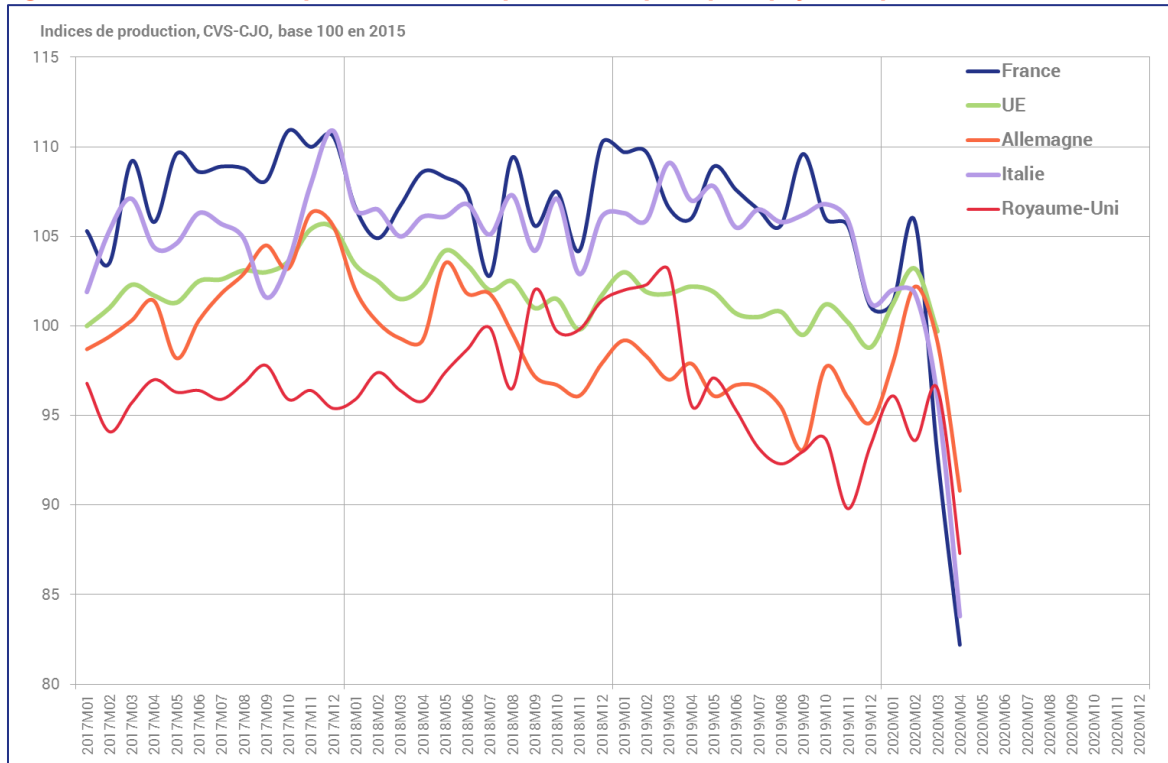
Production en Europe, en volume, évolution en %, pondération selon VA	2019	Mars/ Février	Avril/ Mars	1T20/ 1T19	4 mois 20/ 4 mois 19
Industrie manufacturière (100%)	-0,9	-11,9	-18,2	-5,1	-10,9
Transformation matières plastiques et caoutchouc (5%)	-1	-14,8	-32,3	-5,5	-12,1
Production d'acier (4%)	-4,9	-14,5	-17,4	-8,8	-14,2
Produits métalliques (10%)	-1,9	-13,7	nd	-7,3	nd
Construction mécanique (11%)	-1,2	-15,2	-18	-8,4	-14,3
Équipements électriques (5%)	-3,2	-12,9	-13,1	-4	-8,8
Produits électroniques, informatiques (5%)	-2,8	4,1	-5	-2,7	-4,8
Automobile (VP + VUL) (9%)	-7	-37,2	-83,4	-18,5	-35,8
Chimie (7%)	-1	-3,4	-8,6	-4,7	-3,4
Pharmacie (5%)	9,2	16,9	-11,9	11,1	11,6
Agro-alimentaire (12%)	1,2	-2,7	-7,6	0,2	-2,7
Construction (bâtiment, travaux publics et matériaux)	2,6	-12	nd	-2,4	nd

Source : Eurostat

Au sein de l'UE, alors qu'elle avait fait preuve de résilience en 2019, la chimie en France a affiché des contractions plus marquées que ses partenaires européens tant en mars et qu'en avril. Des durées de confinement plus courtes dans certains pays comme l'Allemagne, mais aussi des différences de mise en œuvre des mesures sanitaires et de prises en charge du chômage partiel ont plus ou moins impacté la circulation des personnes et leur présence sur les lieux de travail (usines, chantiers). En conséquence, la baisse des composantes de la demande intérieure a été particulièrement importante en particulier en France.

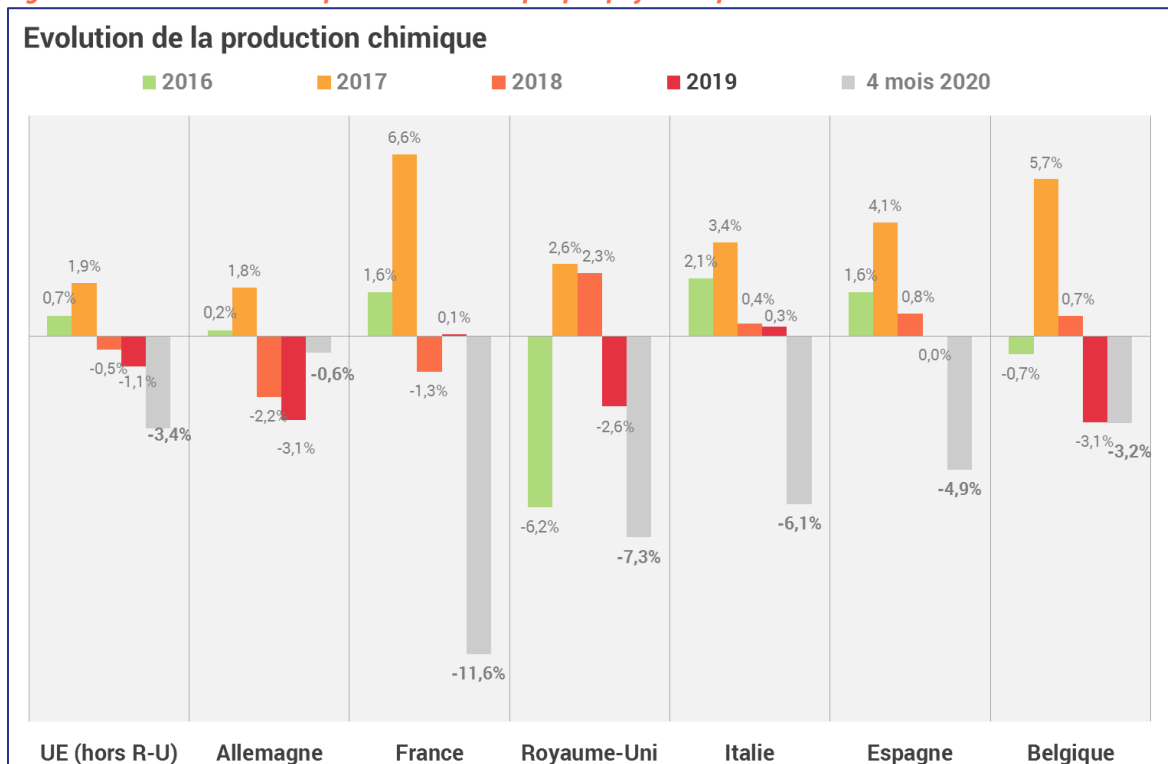
Les expositions sectorielles et sur les marchés internationaux expliquent également les écarts de croissance entre pays.

Figure 22 : Evolution de la production chimique dans les principaux pays européens



Source : Eurostat, sur un périmètre chimie Nace 20

Figure 23 : Croissance de la production chimique par pays européen



Source : Eurostat, sur un périmètre chimie Nace 20

LA CHIMIE EN FRANCE

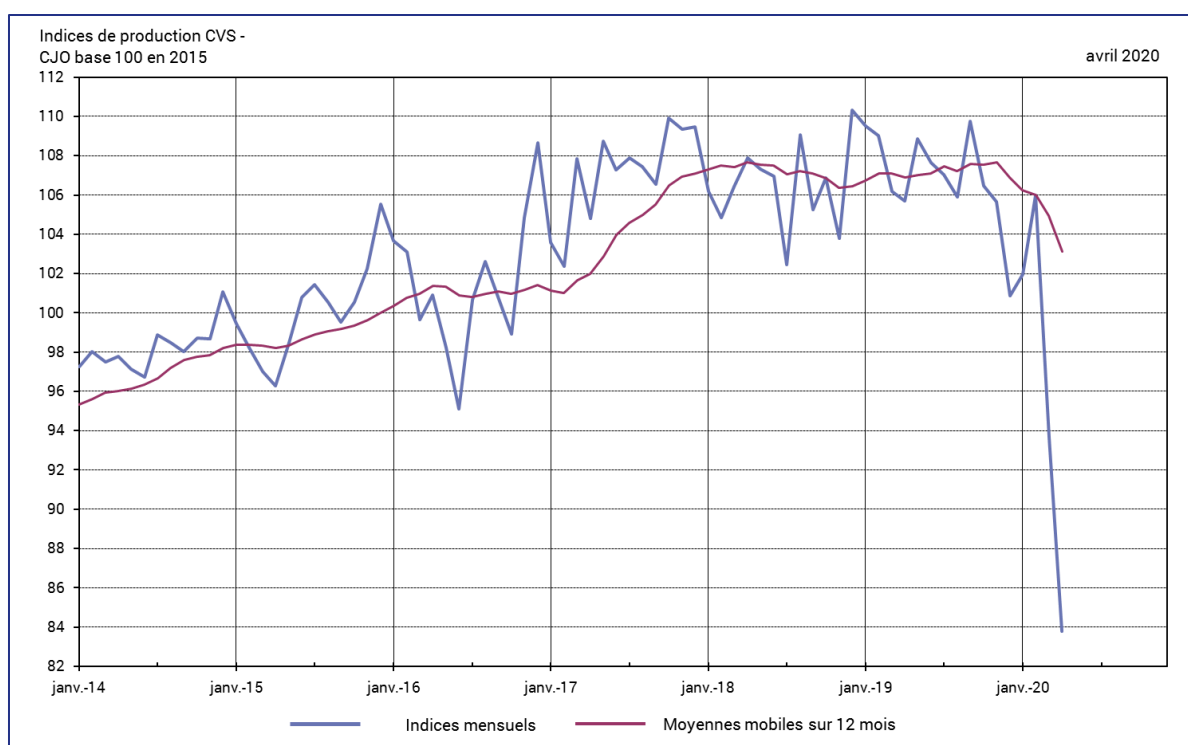
Production

Alors qu'elle s'inscrivait sur une pente positive en début d'année 2020, la production chimique en France a été stoppée dans son élan dès mars avec l'apparition de la pandémie du Covid-19.

Des avancées dans les différends commerciaux entre la Chine et les Etats-Unis et le premier accord sur le *Brexit* avaient en effet fait naître l'espoir d'une reprise de l'industrie et renforcé la confiance des entreprises en France et en Zone euro. Mais la déclaration de l'épidémie en Europe puis la mise en place des mesures de confinement ont provoqué une chute brutale de la production chimique en France en mars qui s'est accélérée en avril. Les volumes se sont repliés successivement de 12,1 % et 11,4 % en variation mensuelle. En cumul à fin avril, la production s'est contractée de 11,4 % par rapport à la même période de 2019.

La demande de produits chimiques s'est retournée, tant sur le marché domestique qu'à l'international, avec l'arrêt de nombreux marchés tels que l'automobile, la construction, les biens de consommation... et de la consommation des ménages. Tous les secteurs n'ont cependant pas ressenti la crise avec la même intensité selon les marchés qu'ils desservent. L'effondrement dû au confinement a ainsi pu être modéré par une demande accrue en produits d'hygiène et de désinfectants, en produits pour l'agriculture, en produits pharmaceutiques de base et en produits et matériaux plastiques d'emballage, tous afin de servir les activités essentielles que sont la santé, l'hygiène et l'alimentation.

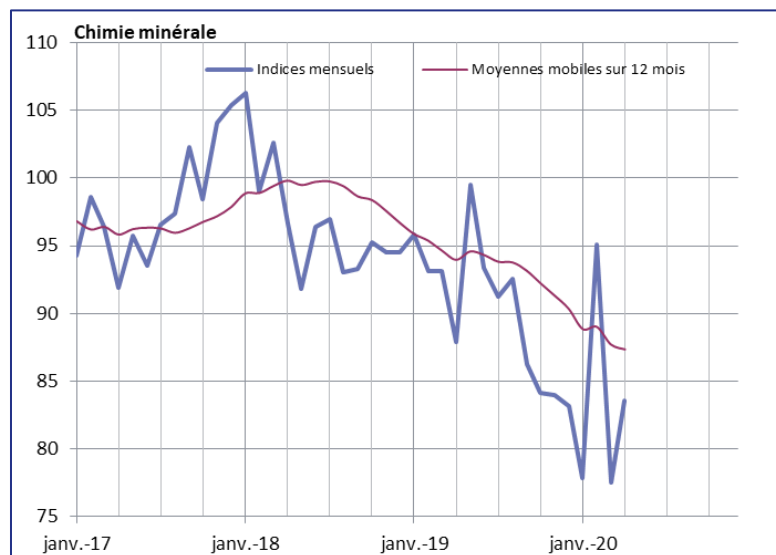
Figure 24 : Production de la chimie en France



Source : Insee

En moyenne sur l'année 2020, la production de la chimie minérale a affiché une nette contraction mais elle pourrait avoir atteint son point bas en mars. Le rebond qui s'est manifesté en avril s'est appuyé sur des hausses de la production d'engrais et de produits inorganiques de base, les premiers pour alimenter les marchés agricoles et les seconds celui des matières plastiques. Ces reprises sont toutefois insuffisantes pour compenser les pertes du début d'année et des autres activités telles que les gaz industriels et les colorants et pigments présents sur les marchés de l'industrie en général.

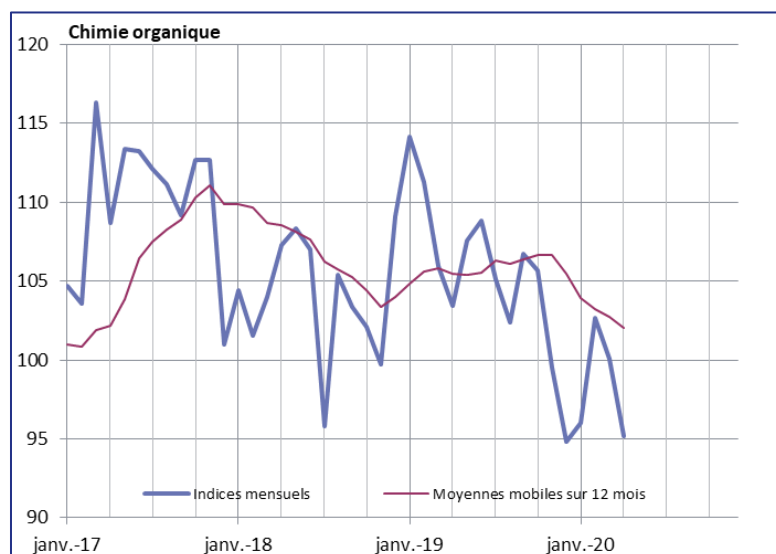
Figure 25 : Chimie minérale, indices CVS-CJO, base 100=2015



Source : Insee

Les différentes activités de la chimie organique ont été confrontées à la baisse de la demande en produits plastiques et en caoutchouc à destination des marchés de l'automobile, du marché des pneumatiques, de la construction, des produits d'équipements de l'habitat et des loisirs. En parallèle, ils ont vu apparaître une forte demande de la part de l'emballage pour la distribution et l'alimentation ainsi que de produits intermédiaires (solvants, alcools ...) pour la production de produits d'hygiène et de médicaments. Malgré ces bonnes dynamiques, les volumes de production de matières plastiques de base se sont néanmoins contractés de plus de 13 % en cumul à fin avril 2020 par rapport à 2019, ceux du caoutchouc synthétique de -36 % et ceux des produits organiques de base de -4,7 %.

Figure 26 : Chimie organique, indices CVS-CJO, base 100=2015



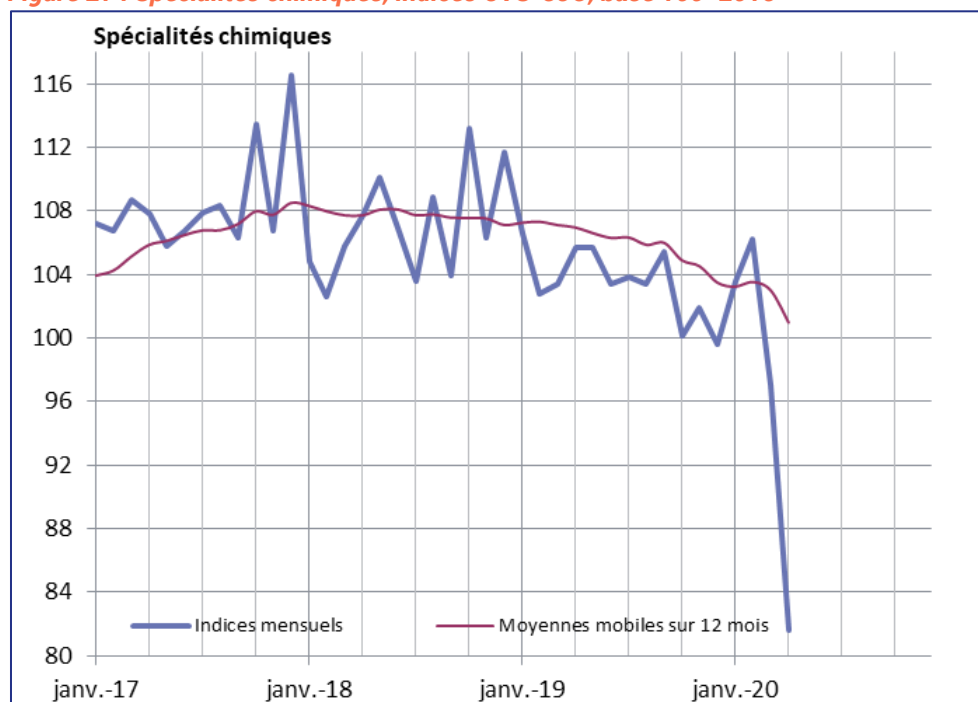
Source : Insee

Plus proches des marchés, les spécialités chimiques ont été impactées par le retournement brutal de la demande. Parmi elles, les explosifs ont subi l'arrêt des travaux publics et d'exploitation de carrière, des commandes en pyrotechnie et une demande très variable en produits techniques pour l'automobile.

L'activité des peintures, vernis et colles s'est fortement réduite dans le sillage de la réduction d'activité des sites de productions automobile et des arrêts de chantiers dans le bâtiment, du moins au tout début du confinement. Le retour sur sites en avril a permis de voir augmenter l'activité de quelques sites mais cela reste peu visible dans les évolutions des spécialités chimiques, d'autres restant très en retrait.

Comme pour les engrais, la demande en produits phytopharmaceutiques est restée soutenue pour la campagne de printemps qui s'est achevée fin mai, les sites tournant à 80 % de leur niveau normal en France.

Figure 27 : Spécialités chimiques, indices CVS-CJO, base 100=2015



Source : Insee

Sur l'ensemble de l'année 2020, la production des savons, parfums et produits d'entretien a subi un net repli entraîné par la détérioration de l'activité des parfums et produits cosmétiques.

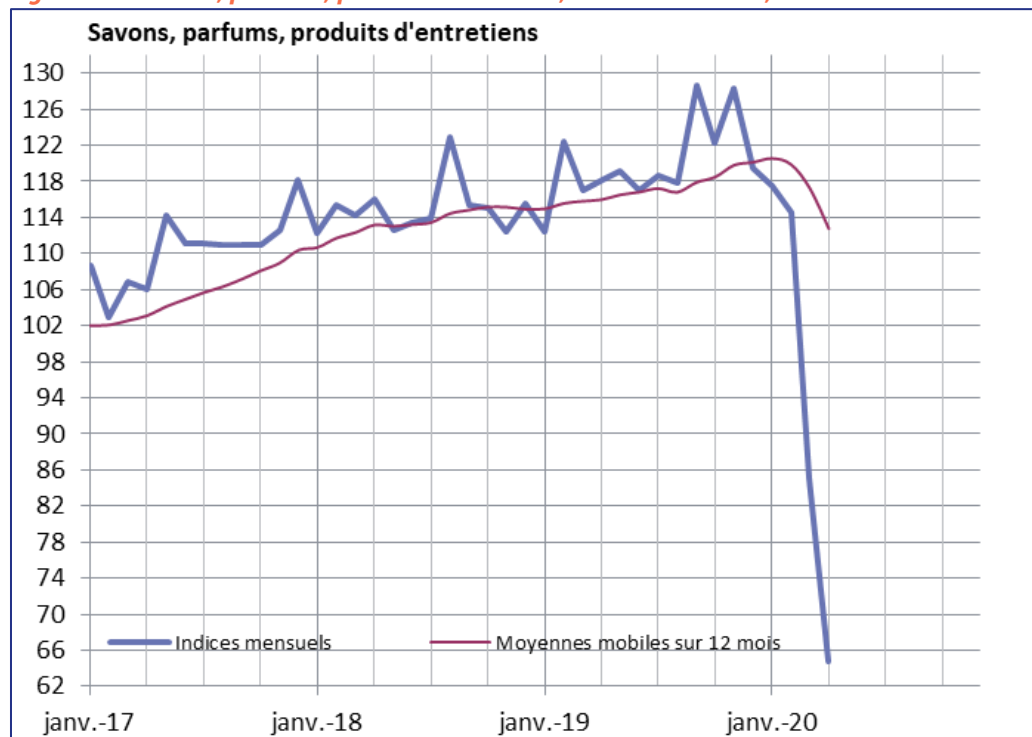
Leurs ventes ont en effet été profondément affectées par l'épidémie, d'abord sur leur premier marché étranger qu'est l'Europe mais aussi aux Etats-Unis et en Asie.

Les fermetures des points de vente et de distribution et les mesures de confinement des populations ont entraîné une contraction de la production de parfums et produits cosmétiques de -29 % en mars puis en avril (en variations mensuelles) portant l'évolution annuelle à -20,4 % en cumul sur quatre mois.

Le marché intérieur a également été touché avec la perte d'une demande liée au tourisme. Certaines activités ou enseignes spécialisées dans le commerce en ligne ont pu un peu résister.

Portés par la demande en produits d'hygiène, les sites de la détergence ont tourné au-delà de leurs capacités de production mais ont subi par ailleurs la baisse de la détergence industrielle (industrie, collectivités, services...).

Figure 28 : Savons, parfums, produits d'entretien, indices CVS-CJO, base 100=2015



Source : Insee

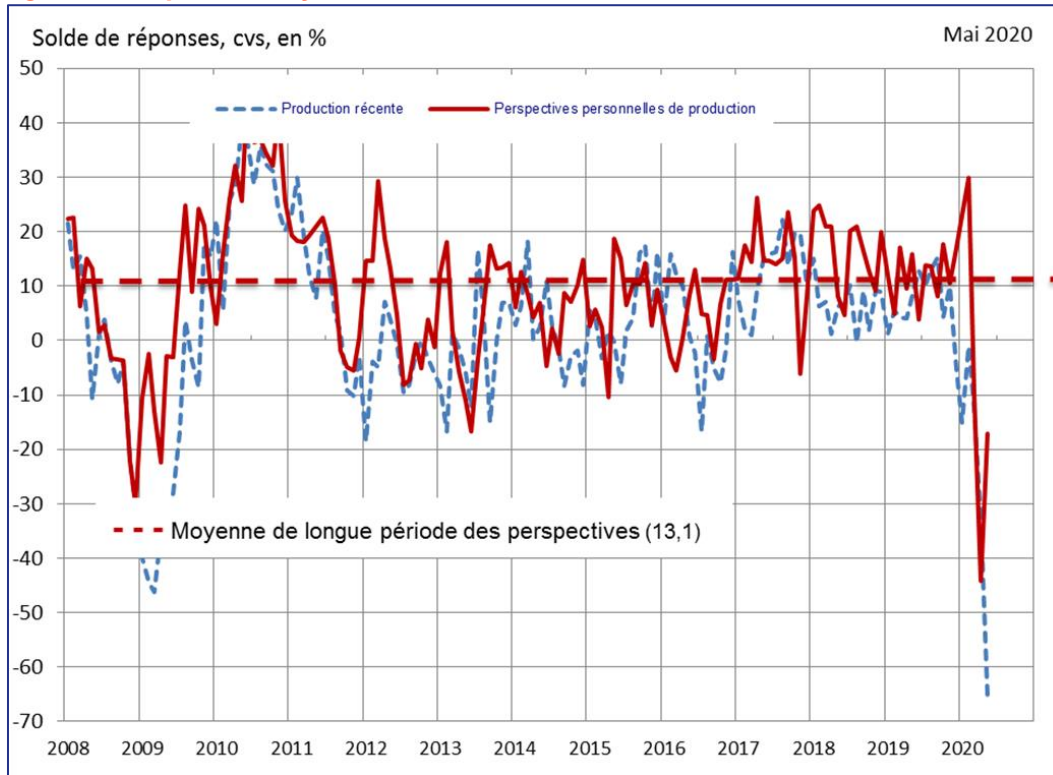
Tableau 3 : Évolution de la production chimique en France par secteur

Indices CVS-CJO, base 100 en 2015, en %	2019	1T2020/ 4T2019	1T2020 1T2019	2020
Chimie minérale (20.11, 20.12, 20.13, 20.15)	-6,6	-0,3	-11,2	-9,7
Chimie organique (20.14, 20.16, 20.17)	-0,6	-0,4	-9,8	-9,4
Spécialités chimiques (20.2, 20.3, 20.51, 20.52, 20.53, 20.59)	-0,1	1,7	-1,9	-7,2
Savons, parfums et produits d'entretien (20.41, 20.42)	4,6	-14,3	-9,9	-18,8
Produits pharmaceutiques de base (21.10)	5,7	1,6	5,9	6,2
CHIMIE (20-206+21.10)	0,7	-4	-7,9	-11,4

Source : Insee

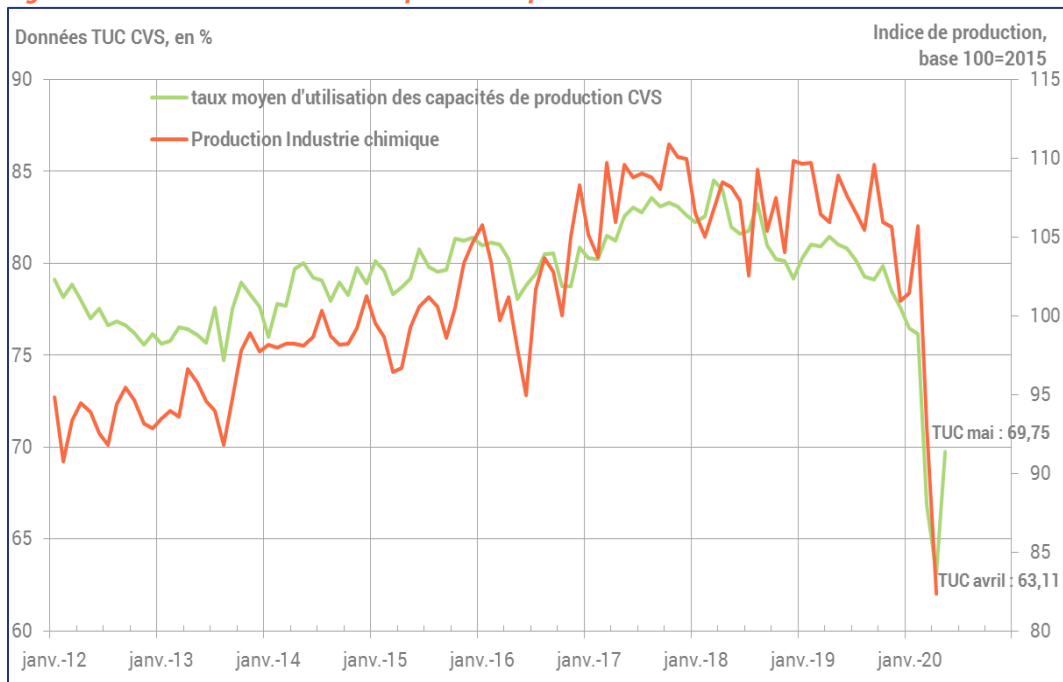
D'après les enquêtes de conjoncture de l'Insee et de la Banque de France, le climat des affaires dans la chimie était au plus bas au mois d'avril et s'est redressé en mai. Les chefs d'entreprises sont plus positifs sur l'évolution de leurs carnets de commandes et sur l'utilisation de leurs capacités de production mais les niveaux restent encore très dégradés et inférieurs à la situation normale de février.

Figure 29 : Enquête de conjoncture dans la chimie en France



Source : Insee

Figure 30 : Taux d'utilisation des capacités de production de la chimie en France



Source : Banque de France

Chiffre d'affaires et prix de production

Conséquence de l'effondrement des prix du pétrole et de la chute de la demande, les prix à la production des produits chimiques ont reculé sur le début de l'année 2020. En cumul à fin avril, ils sont inférieurs de 11,4 % par rapport à la même période de 2019 et ont perdu 3 % entre janvier et avril 2020.

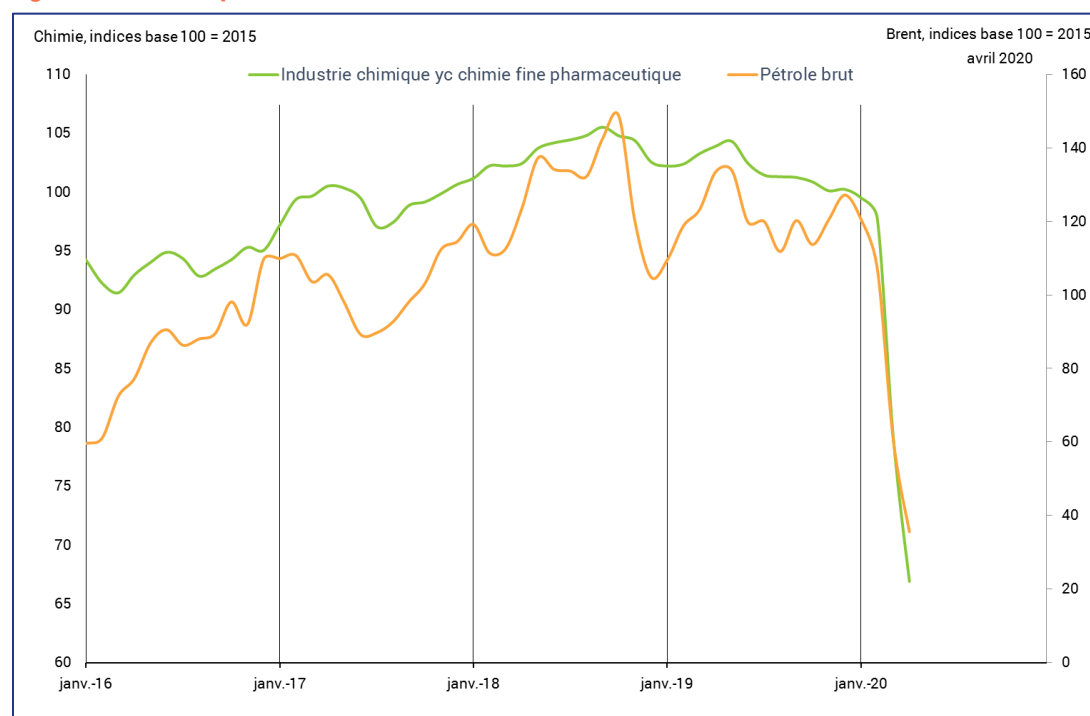
Malgré l'impact haussier de la crise sanitaire sur les coûts de production des sites (estimé entre +4 % et +5 % en mars et en avril pour les intrants, la logistique, ...), les prix à la production sont restés bas dans la chimie. La perspective d'une reprise de la demande, notamment en Chine, ne pousse pas non plus les acteurs à reconstituer leurs stocks. En effet, des niveaux de produits finis élevés et une incertitude sur l'évolution de la demande sont trop présents.

Tableau 4 : Évolution des prix de l'industrie chimique en France par secteur

Prix de production pour le marché français, prix de base, base 100 en 2015, en %	2018	1T2020/ 4T2019	1T2020/ 1T2019	4 mois 2020
Chimie minérale (20.11, 20.12, 20.13, 20.15)	10,9	-2	-7,9	-7
Chimie organique (20.14, 20.16, 20.17)	4,4	-8,1	-11,5	-17
Spécialités chimiques* (20.2, 20.3, 20.51, 20.52, 20.53, 20.59)	2,6	0,3	0,9	-15
Savons, parfums et produits d'entretien (20.41, 20.42)	-0,6	0,1	1	1,1
Produits pharmaceutiques de base (21.10)	3,2	3,5	2,2	2,6
CHIMIE (20-206+21.10)	4,4	-4	-6,8	-11,4

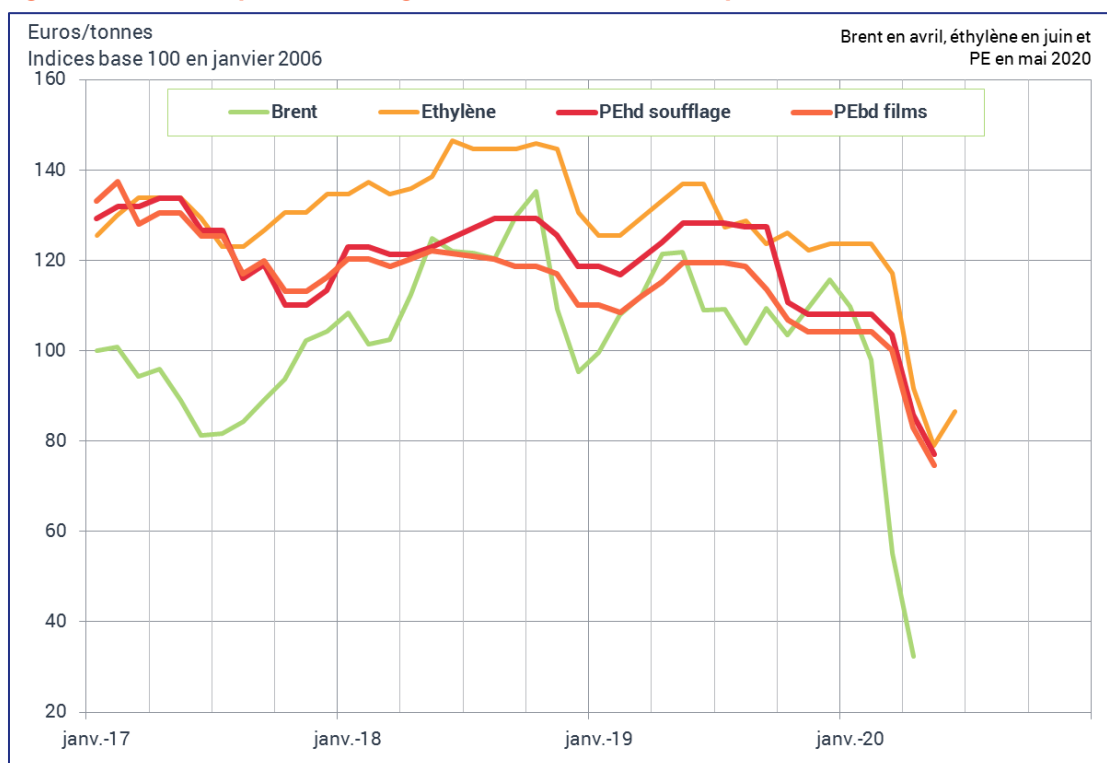
Source : Insee, * calculs hors 20.59 données non disponibles

Figure 31 : Prix de production de la chimie



Source : Insee

Figure 32 : Cours du pétrole et des grands intermédiaires chimiques



Sources : Insee, Chimie Pharma Hebdo

Commerce extérieur

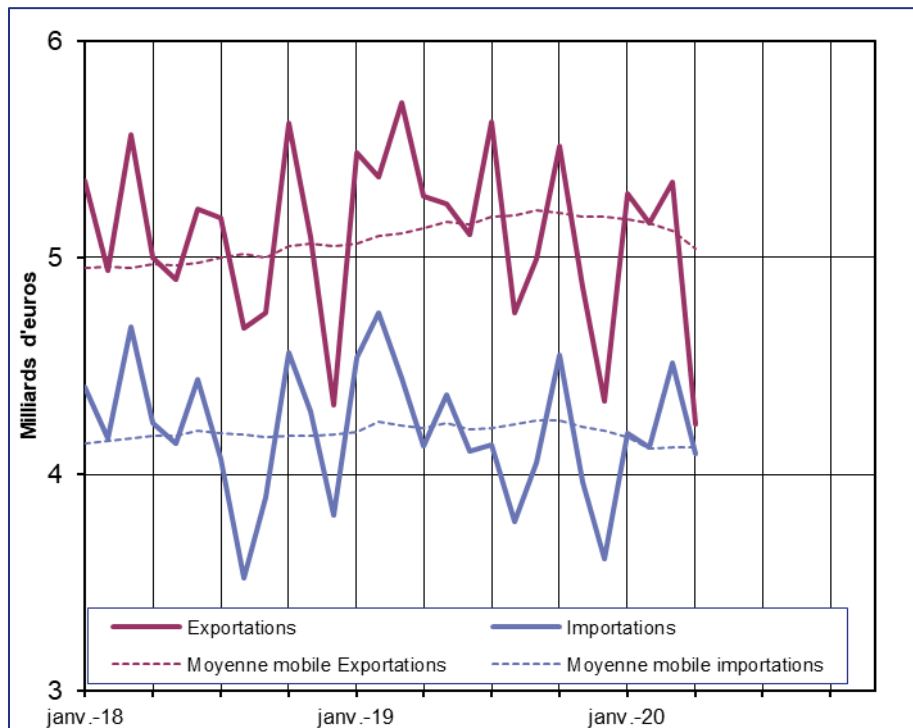
Dans un contexte de ralentissement économique majeur lié à l'épidémie de Covid-19, les échanges extérieurs de produits chimiques se sont fortement dégradés à partir du mois d'avril, en particulier les exportations (-21 % en valeur par rapport au mois précédent après +3,7 %). Le solde commercial s'est sensiblement réduit, les importations reculant moins fortement sur la période.

Sur le cumul des quatre premiers mois 2020, les exportations ont enregistré une contraction de 8,3 % par rapport à 2019 et les importations de -5,2 %. La balance commerciale totale s'est élevée à 3,1 milliards d'euros, en baisse par rapport aux 4 milliards d'euros sur les quatre premiers mois de 2019.

Pratiquement tous les secteurs ont vu fondre ou se dégrader leur solde commercial. En particulier, les savons, parfums et produits cosmétiques, très tournés vers les marchés à l'export, qui ont perdu près de 600 millions d'euros avec une chute de 13 % de leurs exportations en cumul à fin avril 2020.

Par zone géographique, les ventes sont en baisse vers l'UE (-25 % en avril 2020 par rapport à avril 2019) et vers les Etats-Unis (-42,4 %) mais elles sont en hausse de 4,2 % vers l'Asie après déjà un premier rebond de 15 % en mars (en glissement annuel).

Figure 33 : Commerce extérieur de la chimie y compris produits pharmaceutiques de base



Source : Douanes

Tableau 5 : Commerce extérieur de l'industrie chimique y compris les produits pharmaceutiques de base (en millions d'euros)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS		SOLDE	
	4 MOIS 2020	2020/2019	4 MOIS 2020	2020/2019	4 MOIS 2020	4 mois 2019
Chimie minérale	1 287	-13,6%	2 114	-9,9%	-827	-858
Chimie organique	6 094	-11,5%	5 847	-11,5%	247	275
Spécialités chimiques	6 504	-3,3%	4 557	-3,3%	1 947	2 017
Savons, parfums, produits d'entretien	5 058	-12,7%	1 621	-9,1%	3 437	4 011
Produits pharmaceutiques de base	1 089	13,3%	2 785	15,7%	-1 696	-1 446
INDUSTRIE CHIMIQUE y compris produits pharmaceutiques de base	20 033	-8,3%	16 925	-5,2%	3 108	3 999

Source : Douanes

Tableau 6 : Commerce extérieur de l'industrie chimique y compris les produits pharmaceutiques de base (en millions d'euros)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS		Tx couvert.	
	AVRIL 2020	2020/2019	AVRIL 2020	2020/2019	AVRIL 2020	avril 2019
Zone financière EURO*	9 566	-0,2%	9 998	-7,8%	0,96	0,07
Union européenne 14	9 199	-12,1%	10 267	-7,6%	0,90	0,14
Union européenne 13**	1 493	-4,9%	478	-6,2%	3,12	18,81
Afrique	730	-5,9%	232	3,5%	3,15	42,76
Amérique Centrale et du Sud	483	-7,0%	76	-7,2%	6,39	6,38
Asie (hors Japon)	2 748	2,7%	1 374	-4,5%	2,00	1,86
Etats-Unis	1 233	-17,1%	1 606	4,5%	0,77	0,97
Japon	293	1,0%	423	-3,1%	0,69	0,66
Proche et Moyen Orient	535	-10,9%	145	-25,2%	3,69	3,09
Autres	3 319	-4,3%	2 324	0,1%	1,43	1,49
TOUTES ZONES (Hors médicaments)	20 033	-8,3%	16 925	-5,2%	1,18	1,22

* y compris Slovaquie, Malte, Chypre, Estonie
** Bulgarie, Croatie, Chypre, Estonie, Hongrie, Lituanie, Lettonie, Malte, Pologne, Rep. Tchèque, Roumanie, Slovaquie

Source : Douanes

LES SECTEURS DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE SELON LA NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS FRANÇAISE (NAF)

Code NAF rév.2 2008	Intitulés
20	Industrie chimique
20.1	Fabrication de produits chimiques de base, de produits azotés et d'engrais, de matières plastiques de base et de caoutchouc synthétique
20.11	Fabrication de gaz industriels
20.12	Fabrication de colorants et de pigments
20.13	Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base
20.14	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base
20.15	Fabrication de produits azotés et d'engrais
20.16	Fabrication de matières plastiques de base
20.17	Fabrication de caoutchouc synthétique
20.2	Fabrication de pesticides et d'autres produits agrochimiques
20.3	Fabrication de peintures, vernis, encres et mastics
20.4	Fabrication de savons, de produits d'entretien et de parfums
20.41	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien
20.42	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
20.5	Fabrication d'autres produits chimiques
20.51	Fabrication de produits explosifs
20.52	Fabrication de colles
20.53	Fabrication d'huiles essentielles
20.59	Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a.
21	Industrie pharmaceutique
21.10	Fabrication de produits pharmaceutiques de base
21.20	Fabrication de préparations pharmaceutiques

TABLEAU DE BORD DE LA CHIMIE EN FRANCE

Indices CVS-CJO, Base 100 en 2015 Valeurs en milliards d'euros	Valeurs 2019 Evolution annuelle	Période en 2020	Niveau 2020 (indice ou valeur)	2020 évolution mensuelle ¹	2020 évolution annuelle ²	2020 Cumul ³
Production (yc chimie fine pharm.)	0,7%	Avril	83,8	-11,4%	-22,3%	-11,4%
Exportations (yc chimie fine pharm.)	62,2 G€ 2,5%	Avril	4,2 G€	-20,9%	-19,9%	20 G€ -8,3%
Importations (yc chimie fine pharm.)	50,2 G€ -0,5%		4,1 G€	-9,3%	-0,8%	16,9 G€ -5,2%
Solde commercial (yc chimie fine pharm.)	12 G€		0,1 G€			3,1 G€
Investissements	3,8					
Effectifs	168 650	nombre de personnes, ensemble activités de production, sièges sociaux et activités de R&D				

¹ variation du dernier mois connu par rapport au mois précédent

² variation du dernier mois connu par rapport au même mois de l'année précédente

³ variation du cumul en fin de période connue par rapport à la même période de l'année précédente

Sources : Insee, Douanes, OPCA, exploitation France Chimie

INDICES DE PRODUCTION CHIMIQUE

Indices en volume, base 100 en 2015, CVS – CJO

	Chimie minérale (20.11, 20.12, 20.13, 20.15)	Chimie organique (20.14, 20.16, 20.17)	Spécialités chimiques (20.2, 20.3, 20.51, 20.52, 20.53, 20.59)	Savons, parfums, produits d'entretien (20.41, 20.42)	Produits pharmaceutiques de base (21.1)	INDUSTRIE CHIMIQUE yc pdts pharma. de base (20.1, 20.2, 20.3, 20.4, 20.5, 21.1)
2006	128,5	113,6	79,3	72,8	84,8	93,6
2007	130,2	120,2	83,4	81,0	75,6	98,6
2008	114,3	113,0	83,1	81,2	91,8	96,0
2009	88,2	101,8	71,8	74,8	117,3	87,2
2010	97,1	104,9	75,9	83,7	71,0	89,7
2011	102,9	106,4	80,3	94,9	89,7	95,8
2012	104,0	99,1	81,4	94,5	97,1	93,7
2013	104,0	96,5	89,2	97,0	91,8	95,1
2014	103,8	101,7	90,4	101,1	88,6	98,2
2015	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2016	97,7	100,8	105,5	102,0	91,2	101,4
2017	97,9	107,9	109,5	110,0	93,3	107,0
2018	96,6	100,1	106,7	113,9	102,2	104,8
2019	90,4	105,5	103,5	120,1	107,1	106,9
	Chimie minérale (20.11, 20.12, 20.13, 20.15)	Chimie organique (20.14, 20.16, 20.17)	Spécialités chimiques (20.2, 20.3, 20.51, 20.52, 20.53, 20.59)	Savons, parfums, produits d'entretien (20.41, 20.42)	Produits pharmaceutiques de base (21.1)	INDUSTRIE CHIMIQUE yc pdts pharma. de base (20.1, 20.2, 20.3, 20.4, 20.5, 21.1)
2019						
J	94,6	103,3	108,3	109,4	110,2	105,6
F	92,4	103,8	108,4	120,1	98,2	107,3
M	90,3	96,5	105,3	116,0	100,0	103,0
A	88,3	93,7	109,0	117,2	99,3	103,0
M	101,7	102,3	109,2	117,8	108,6	108,0
J	95,7	106,5	106,7	116,5	109,1	107,9
J	91,5	98,8	107,0	118,5	115,1	105,8
A	93,1	99,4	104,5	117,9	118,9	105,6
S	85,6	100,2	107,7	129,2	114,0	108,3
O	83,4	102,4	103,4	122,7	115,1	106,3
N	83,7	95,9	104,2	127,2	106,9	104,8
D	82,7	91,8	99,7	119,5	98,0	99,8
2020						
J	77,9	96,0	103,6	117,5	110,0	101,9
F	95,1	102,7	106,2	114,6	110,2	106,0
M	77,5	100,1	97,0	85,1	104,9	93,6
A	83,5	95,2	81,6	64,8	107,8	83,8
M						
J						
J						
A						
S						
O						
N						
D						

Source : Insee

COTATIONS DE PRODUITS CHIMIQUES

Euros/ tonne	Éthylène	Propylène	Benzène	Styrène	PEbd Films	PEhd soufflage	PP homo injection	PVC
J 2017	985	770	806	1 300	1 570	1 460	1 290	1 170
F	1 020	815	983	1 560	1 620	1 490	1 340	1 200
M	1 050	865	937	1 650	1 510	1 490	1 310	1 200
A	1 050	880	745	1 375	1 540	1 510	1 380	1 200
M	1 050	880	754	1 130	1 540	1 510	1 380	1 200
J	1 015	840	737	1 120	1 480	1 430	1 280	1 150
J	965	790	695	1 120	1 480	1 430	1 280	1 150
A	965	790	645	1 090	1 380	1 310	1 250	1 150
S	995	830	655	1 360	1 380	1 310	1 250	1 150
O	1 025	830	671	1 250	1 335	1 245	1 075	1 000
N	1 025	830	702	1 160	1 335	1 245	1 075	1 000
D	1 057	892	847	1 255	1 370	1 280	1 140	960
J 2018	1 057	912	792	1 265	1 420	1 390	1 350	1 160
F	1 077	940	735	1 395	1 420	1 390	1 350	1 160
M	1 057	915	730	1 450	1 400	1 370	1 350	950
A	1 067	927	702	1 325	1 420	1 370	1 350	950
M	1 087	952	711	1 285	1 440	1 390	1 410	930
J	1 150	1 032	757	1 345	1 440	1 390	1 410	930
J	1 135	1 032	794	1 295	1 440	1 390	1 410	930
A	1 135	1 040	742	1 315	1 420	1 460	1 450	930
S	1 135	1 050	733	1 380	1 400	1 460	1 450	930
O	1 145	1 070	717	1 310	1 400	1 460	1 450	930
N	1 135	1 060	693	1 140	1 380	1 420	1 450	990
D	1 025	960	542	990	1 300	1 340	1 370	1 010
J 2019	985	925	485	975	1 300	1 340	1 370	1 010
F	985	925	497	995	1 280	1 320	1 370	1 080
M	1 015	950	558	1 055	1 320	1 360	1 395	1 270
A	1 045	970	640	1 155	1 360	1 400	1 420	1 270
M	1 075	990	680	1 185	1 410	1 450	1 460	1 320
J	1 075	990	602	1 042	1 410	1 450	1 460	1 320
J	1 000	910	638	994	1 410	1 450	1 460	1 320
A	1 010	910	677	1 027	1 400	1 440	1 440	1 310
S	970	860	760	1 086	1 340	1 440	1 440	1 310
O	990	870	695	1 065	1 260	1 250	1 250	1 210
N	960	840	545	1 000	1 230	1 220	1 220	1 180
D	970	845	615	953	1 230	1 220	1 220	1 180
J 2020	970	845	679	1 017	1 230	1 220	1 220	980
F	970	845	742	1 067	1 230	1 220	1 220	980
M	920	825	595	941	1 180	1 170	1 200	930
A	720	650	171	626	980	970	1 020	810
M	620	570	226	613	880	870	940	750
J								
J								
A								
S								
O								
N								
D								

Source : Chimie Pharma Hebdo

COMMERCE EXTÉRIEUR

Commerce extérieur chimie par famille de produits (en millions d'euros)

	CUMUL : 4 MOIS 2020										
	EXPORTATIONS			IMPORTATIONS			SOLDE		Taux de couverture		
	4 MOIS 2020	4 mois 2019	2020/2019	4 MOIS 2020	4 mois 2019	2020/2019	4 MOIS 2020	4 mois 2019	4 MOIS 2020	4 mois 2019	
Chimie minérale	1 287	1 489	-13,6%	2 114	2 347	-9,9%	-827	-858			
Chimie organique	6 094	6 883	-11,5%	5 847	6 608	-11,5%	247	275			
Spécialités chimiques	6 504	6 727	-3,3%	4 557	4 711	-3,3%	1 947	2 017			
Savons, parfums, produits d'entretien	5 058	5 793	-12,7%	1 621	1 782	-9,1%	3 437	4 011			
Produits pharmaceutiques de base	1 089	962	13,3%	2 785	2 408	15,7%	-1 696	-1 446			
Médicaments	11 177	9 467	18,1%	8 303	6 898	20,4%	2 874	2 568			
INDUSTRIE CHIMIQUE	18 943	20 892	-9,3%	14 140	15 447	-8,5%	4 804	5 445	1,34	1,35	
INDUSTRIE CHIMIQUE y compris produits pharmaceutiques de base	20 033	21 854	-8,3%	16 925	17 855	-5,2%	3 108	3 999	1,18	1,22	
INDUSTRIE CHIMIQUE + INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE	31 210	31 321	-0,4%	25 228	24 753	1,9%	5 982	6 567	1,24	1,27	

Source : Douanes

Commerce extérieur chimie (hors médicaments) par zone géographique (en millions d'euros)

	CUMUL : 4 MOIS 2020										
	EXPORTATIONS			IMPORTATIONS			SOLDE		Tx couvert.		
	4 MOIS 2020	4 mois 2019	2020/2019	4 MOIS 2020	4 mois 2019	2020/2019	4 MOIS 2020	4 mois 2019	4 MOIS 2020	4 mois 2019	
Zone financière EURO*	9 566	9 584	-0,2%	9 998	10 843	-7,8%	-432	-10 068	0,96	0,07	
Union européenne 14	9 199	10 468	-12,1%	10 267	11 113	-7,6%	-1 069	-9 543	0,90	0,14	
Union européenne 13**	1 493	1 570	-4,9%	478	510	-6,2%	1 015	9 075	3,12	18,81	
Afrique	730	775	-5,9%	232	224	3,5%	498	9 360	3,15	42,76	
Amérique Centrale et du Sud	483	520	-7,0%	76	81	-7,2%	408	438,36	6,39	6,38	
Asie (hors Japon)	2 748	2 676	2,7%	1 374	1 438	-4,5%	1 374	1 237	2,00	1,86	
Etats-Unis	1 233	1 488	-17,1%	1 606	1 536	4,5%	-372	-48	0,77	0,97	
Japon	293	290	1,0%	423	436	-3,1%	-130	-146	0,69	0,66	
Proche et Moyen Orient	535	600	-10,9%	145	194	-25,2%	390	406	3,69	3,09	
Autres	3 319	3 468	-4,3%	2 324	2 322	0,1%	994	1 146	1,43	1,49	
TOUTES ZONES (Hors médicaments)	20 033	21 854	-8,3%	16 925	17 855	-5,2%	3 108	3 999	1,18	1,22	

* y compris Slovaquie, Malte, Chypre, Estonie

** Bulgarie, Chypre, Croatie, Estonie, Hongrie, Lituanie, Lettonie, Malte, Pologne, Rep. Tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie

Source : Douanes

Échanges extérieurs de la chimie en France au 1^{er} trimestre 2020

Libellés		Exportations K Euros	Importations K Euros	Soldes K Euros	
20	INDUSTRIE CHIMIQUE	2020	14 964 662	10 940 467	4 024 195
		2019	15 870 414	11 702 053	4 168 361
20.1	Produits chimiques de base	2020	5 670 205	6 101 335	-431 130
		2019	6 351 881	6 764 018	-412 138
20.11	Gaz industriels	2020	31 319	45 209	-13 890
		2019	41 358	39 706	1 651
20.12	Colorants, pigments et agents tannants	2020	244 117	328 909	-84 792
		2019	242 917	335 571	-92 654
20.13	Autres produits chimiques inorganiques de base	2020	549 731	731 875	-182 144
		2019	694 454	938 694	-244 240
20.14	Autres produits chimiques organiques de base	2020	2 359 079	2 486 454	-127 375
		2019	2 546 300	2 535 688	10 612
20.15	Engrais et composés azotés	2020	117 108	443 276	-326 168
		2019	137 617	518 504	-380 887
20.16	Matières plastiques sous formes primaires	2020	2 186 859	1 948 246	238 613
		2019	2 475 536	2 264 190	211 346
20.17	Caoutchouc synthétique sous formes primaires	2020	181 990	117 365	64 625
		2019	213 699	131 665	82 034
20.2	Pesticides et autres produits agrochimiques	2020	1 420 328	536 155	884 172
		2019	1 483 286	585 035	898 251
20.3	Peintures, vernis et revêtements similaires, encres d'imprimerie et mastics	2020	470 441	405 425	65 016
		2019	475 695	450 416	25 279
20.4	Savons, parfums, produits d'entretien	2020	4 253 819	1 285 265	2 968 554
		2019	4 372 227	1 329 396	3 042 831
20.41	Savons, détergents et produits d'entretien	2020	525 409	467 016	58 392
		2019	516 441	463 872	52 569
20.42	Parfums et produits pour la toilette	2020	3 728 410	818 248	2 910 162
		2019	3 855 786	865 523	2 990 262
20.5	Autres produits chimiques	2020	3 149 870	2 612 287	537 583
		2019	3 187 326	2 573 188	614 138
20.51	Produits explosifs	2020	64 074	18 003	46 071
		2019	57 586	24 867	32 719
20.52	Colles	2020	87 292	96 777	-9 485
		2019	99 462	101 798	-2 336
20.53	Huiles essentielles	2020	651 066	614 664	36 402
		2019	656 866	634 209	22 657
20.59	Autres produits chimiques n.c.a.	2020	2 347 439	1 882 844	464 595
		2019	2 373 412	1 812 314	561 098
21	INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE	2020	9 343 344	8 185 271	1 158 073
		2019	7 756 762	7 196 255	560 508
21.10	Produits pharmaceutiques de base	2020	836 026	1 887 774	-1 051 747
		2019	701 031	2 024 026	-1 322 995
21.20	Préparations pharmaceutiques	2020	8 507 318	6 297 497	2 209 821
		2019	7 055 732	5 172 229	1 883 503

Source : Douanes

#GRACEALACHIMIE

 **@FranceChimie**
 **@ChimieOriginale**
www.francechimie.fr

Contact

Catherine Herrero
cherrero@francechimie.fr

